VILLE DE GRASSE

PROCES-VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 29 JUIN 2021

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUIN 2021

Mesdames et Messieurs les Elus,

Ces derniers mois, j'avais pour habitude de débiter mon propos en vous présentant un état des lieux circonstancié de la situation sanitaire à Grasse au sein notamment de notre établissement hospitalier. Aujourd'hui, nous pouvons tous nous réjouir de l'évolution particulièrement favorable de l'épidémie, qui a permis un assouplissement considérable des restrictions et un retour à la vie que nous espérions tous. Bien entendu, il est encore difficile de bien appréhender et anticiper les dynamiques de transmission du virus pour autant, il apparaît clairement que la campagne vaccinale menée à l'échelle nationale depuis janvier porte ses fruits, en limitant les cas graves et en diminuant la charge virale des personnes infectées. A ce titre, Grasse a pris toute sa part dans ce combat en réalisant près de 34 300 injections à ce jour. Je tiens une nouvelle fois à adresser mes plus chaleureux remerciements aux équipes communales, aux professionnels de santé et à tous les bénévoles pour leur engagement et leur investissement remarquables au service de cet élan national pour sauver des vies. Aujourd'hui, même si l'ensemble des données épidémiologiques indique un reflux net du coronavirus Covid-19 sur le territoire, il est néanmoins essentiel de rester mobiliser pour poursuivre la vaccination des Grassois et continuer à adopter une attitude responsable et citoyenne pour juguler la transmission du virus. Cette mobilisation citoyenne est indispensable et fait écho à celle qui a permis aux élections départementales et régionales des 20 et 27 juin derniers de se tenir dans les meilleures conditions. Je voudrais remercier Madame NUTINI, Monsieur Marc FACCHINETTI, DGS, Monsieur Stéphane DECKMYN, Monsieur William AUDIBERT et l'ensemble des collaborateurs de la municipalité qui ont tenu ce Palais des Congrès avec une organisation remarquable. Tous les grassois soulignent l'organisation de ce Palais des Congrès. Vous le savez tous, compte tenu de la crise sanitaire et de la nécessité d'organiser simultanément deux scrutins, le défi était immense pour pouvoir armer les 70 bureaux de vote grassois et garantir aux électeurs une sécurité sanitaire optimale. Je veux donc saluer et remercier toutes les personnes qui ont permis aux opérations de vote de se dérouler au mieux et plus particulièrement les services municipaux et l'élue déléguée aux élections, Madame Mélanie ZARILLO. Au-delà de ces différents motifs de fierté concernant l'efficacité des agents communaux qui ont démontré à plusieurs reprises ces derniers mois leur sens du service public, les résultats de ce dimanche exigent néanmoins, des responsables politiques que nous sommes, de savoir raison garder face à l'abstention record enregistrée sur ce double scrutin. En effet, bien que les électeurs aient souhaité massivement renouveler leur confiance dans l'action engagée depuis plusieurs années par Michèle OLIVIER et moi-même sur notre territoire, l'absence de mobilisation des citoyens témoigne de leur renoncement à participer à la vie démocratique de notre pays. Ce phénomène, qui constitue désormais un mode d'expression politique à part entière, doit questionner les plus hauts dirigeants de ce pays en charge de conduire la nation. Dans ce contexte, plus que jamais, les citoyens attendent de leurs élus de l'efficacité, du pragmatisme, de l'action et surtout, des résultats concrets. C'est ce à quoi nous nous attacherons aujourd'hui, en poursuivant notre action résolue au service des Grassois et de notre belle ville. Parmi les délibérations présentées, un certain nombre prévoit des initiatives très claires en direction de notre jeunesse. Je suis en effet particulièrement soucieux de mettre en place des politiques volontaristes en faveur de nos enfants, a fortiori lorsque l'on constate que le désenchantement lié à l'action publique touche particulièrement les jeunes générations. Très concrètement, l'équipe municipale a travaillé de façon intense afin de pouvoir accueillir sur le territoire communal une unité d'enseignement spécialisé pour favoriser l'apprentissage des enfants autistes. Ce dispositif accueillera entre 7 à 10 enfants et sera localisé au sein de l'école Henri Wallon. Il est primordial que tous les petits grassois puissent être pris en charge de façon digne et adaptée dans nos établissements scolaires. Dans le même esprit, une délibération va être portée à votre attention pour autoriser le département des Alpes-Maritimes à réaliser des études sur un bien appartenant à la commune en vue de la création d'une salle de sport au bénéfice des élèves du collège Carnot. Ces études préparatoires sont un préalable nécessaire à la programmation de travaux de requalification du collège qui ont un double objectif : la sécurisation de l'accès de l'établissement pour les 500 élèves ainsi que la réalisation d'une salle de sport. Avec ce projet, l'équipe municipale démontre à nouveau son engagement en faveur de la modernisation et de la sécurisation des équipements publics présents sur le territoire communal et réaffirme sa volonté de favoriser l'activité physique grâce à la création d'infrastructures adaptées à la pratique du sport. Parallèlement, j'ai tenu à ce que Grasse continue d'être pionnière en ce qui concerne sa politique environnementale en poursuivant la

sanctuarisation des espaces naturels. La ville de Grasse et le département des Alpes-Maritimes se sont ainsi accordés sur un projet d'agrandissement qui permettra de tripler la surface du Parc Naturel Départemental de Roquevignon. Cette mesure s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés pour la protection de la biodiversité et la création de lieux de détente et de promenade qui soient également propices à la pratique du sport de plein air. C'est à travers des actions concrètes, et à la hauteur des enjeux de notre époque, que nous pourrions redonner à nos concitoyens l'envie d'exercer leur devoir civique. C'est ce à quoi l'équipe municipale s'attache à effectuer quotidiennement pour continuer à embellir Grasse, développer son attractivité et veiller à ce qu'il y fasse bon vivre. A cet égard, afin de fêter le retour à la vie, j'ai tenu à ce que soit mise en place, en coopération avec le Théâtre de Grasse, une saison estivale particulièrement dense et éclectique. Soyons une nouvelle fois reconnaissant aux équipes communautaires et communales pour leur travail réalisé dans des délais contraints afin de proposer aux grassois une programmation culturelle à la hauteur de l'histoire et du patrimoine exceptionnel de notre belle cité. J'invite à ce titre tout le Conseil Municipal à être présent jeudi à l'occasion du lancement officiel de la saison square du clavecin, pour donner à cet événement l'ampleur qu'il mérite. Au-delà des divergences qui peuvent parfois nous animer, il est essentiel que nous puissions nous retrouver autour des événements importants pour notre ville. Je vous remercie de votre attention.

Le Conseil Municipal va débiter et je vous propose de déclarer notre séance du conseil ouverte.

Si personne ne s'y oppose, je nomme Madame Mélanie ZARRILLO secrétaire de séance.

Avez-vous des oppositions ?

Non. Je demande à Madame Mélanie ZARRILLO de bien vouloir faire l'appel.

Merci Madame ZARRILLO, nous constatons que nous avons le quorum pour délibérer valablement.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes administratifs.

Je vous propose que nous puissions adopter le procès-verbal du 23 mars 2021.

Avez-vous des remarques ?

Non. Pas de remarque, le procès-verbal du 23 mars est adopté à l'unanimité.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, je donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui m'a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Avez-vous des observations concernant la liste des arrêtés ?

Non. Je vous remercie.

Vous avez reçu dans le mail N°1 envoyé par Véronique CESARI et cela me donne l'occasion de la remercier. Merci, Madame CESARI pour la qualité du travail dans l'organisation de l'assemblée. On ne le dit pas assez souvent, vous faites un travail immense et je crois que tous les élus doivent vous témoigner cette reconnaissance. Vous avez envoyé un Mail N°1 avec la liste des arrêtés, un bilan des opérations réalisées depuis le Conseil Municipal du 23 mars 2021.

Ce document a également été déposé sur table.

Dossiers complétés :

2021 - 88 DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
 REQUALIFICATION DE L'ILOT PLACETTE

L'annexe a été transmise par mail N°10 le 25/06 à 14h03.

Cette annexe est remise sur table ce jour.

Merci de noter que la prochaine séance du Conseil Municipal aura lieu le 28 septembre 2021 à 14h30. Je vous propose de débiter l'ordre du jour de notre conseil avec la délibération 2021-73.

Monsieur le Maire

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer. Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a prononcé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures. Le compte de gestion présenté par Monsieur le Trésorier Principal de Grasse Municipale et Banlieue n'appelle aucune remarque particulière et est conforme au compte administratif. Il statue sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire, sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et sur la comptabilité des valeurs inactives. Je vous demande de bien vouloir déclarer que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 par le receveur municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part. Nous avons une petite pensée pour Catherine BUTTY qui a eu un petit accident et qui n'est pas avec nous aujourd'hui. Nous lui souhaitons un rapide rétablissement. En son absence, je rapporterai ses délibérations.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire

Au compte administratif 2020 sont constatés :

- un résultat excédentaire de la section de fonctionnement de 6 465 K€ ;
- un résultat cumulé avec les restes à réaliser déficitaire en investissement de - 5 218 K€.

Sur la section d'investissement, les principales réalisations ont concerné :

En dépenses, les dépenses d'équipement ont représenté 13 726 K€, soit une nouvelle progression constatée de plus de 33 % par rapport aux réalisations de 2019. Après une période de réduction de nos dépenses d'équipement entre 2014 et 2017, nous nous inscrivons désormais dans une volonté de dynamisation de nos investissements. Le remboursement du capital de la dette a représenté 8 076 K€, ce qui symbolise notre politique volontariste de désendettement par un rythme de remboursement élevé. Seuls 51,73 % de nos investissements ont été financés par emprunt, ce dernier représentant 7 100 K€, nous poursuivons donc notre désendettement (- 360 K€ net du fonds de soutien).

Sur la section de fonctionnement :

L'épargne brute est un élément essentiel pour analyser la santé financière d'une commune. Pour 2020, son niveau a atteint environ 8,41 millions d'euros alors que nos recettes ont été impactées par la crise sanitaire. Cette dernière a marqué donc une régression toute relative (environ 7 % par rapport à 2020) ; elle reste néanmoins à un niveau suffisamment élevé pour nous permettre de poursuivre nos objectifs d'assainissement de la situation financière. Les dépenses réelles de fonctionnement ont encore été maîtrisées, le volume des charges ayant même légèrement régressé (- 0,12%), ce qui signifie que nos efforts réalisés depuis 2015 sur ce poste s'inscrivent dans la durée. Les recettes de fonctionnement ont, elles, subi une baisse contenue (- 0,95 %), ce qui nous permet de dégager un résultat au-delà de nos prévisions. L'ensemble des résultats a été obtenu dans un contexte de fiscalité constante, les taux ayant été maintenus depuis 2014.

Cette situation financière restaurée et stabilisée nous permet de poursuivre une politique d'investissement bien plus affirmée. Cette position se traduit dans les hypothèses de construction de notre plan pluriannuel d'investissement, avec des objectifs ciblés notamment sur la restauration de notre patrimoine et de nos infrastructures.

Avez-vous d'autres observations ?

Monsieur Paul EUZIERE

Ce Compte Administratif 2020 qui nous a été transmis très tardivement par les services de l'Etat confirme, en tous points et chiffres à l'appui, ce que nous avons dit lors du vote du Budget Primitif 2020, du Débat d'Orientation Budgétaire et du Budget Primitif 2021. Il fait apparaître un résultat net de fonctionnement 2020 de 6.46 millions. Le résultat net d'investissement 2020 présente un déficit de 5.22 millions.

Sur le Compte Administratif 2019, les résultats étaient les suivants :

- Un résultat de fonctionnement de 7.6 millions.
- Un résultat d'investissement également déficitaire de 7.3 millions.

Le résultat de fonctionnement s'est détérioré entre 2019 et 2020 et 1.15 million.

Il est intéressant de constater que sur la section de fonctionnement au CA 2020, les crédits annulés en dépenses de fonctionnement sont de 5.86 millions. Cette somme vient en déduction du total final des dépenses de fonctionnement prévues au Budget Primitif 2020, ce que est notamment dû au virement à la section d'investissement prévu pour 4.23 millions, crédit finalement annulé. Donc, si l'on avait maintenu le Budget Primitif 2020 contre lequel notre groupe a voté nos dépenses de fonctionnement n'auraient permis aucune épargne nette. Cette baisse de dépense due à la pandémie permet de maintenir un résultat de fonctionnement correct. La section d'investissement présente un déficit moins important qu'au CA 2019. Ce qui s'explique par le ralentissement des travaux pendant les périodes de confinement.

Les dépenses d'équipement en 2020 s'élèvent à 13.73 millions. Elles sont donc en hausse par rapport à 2019 (10.26 M€). Ce dont on pourrait se réjouir tant nos dépenses d'investissement par habitant sont insuffisantes puisqu'elles sont à la moitié de celles des villes de même strate (chiffres de l'Etat). Mais, en 2020, les dépenses les plus importantes en investissement ont été affectées à la médiathèque pour un montant total de 5.76 millions d'euros soit 42 % des dépenses totales d'équipement (non incluses les dépenses afférentes aux démolitions et confortements entraînés par sa construction telles que, par exemple, les travaux de la rue de la Lauve : 375 000 €).

L'épargne brute qui permet de financer le capital de dette de 8.41 millions. Après remboursement du capital de dette qui représente 8.07 millions, l'épargne nette servant à financer tout ou partie des investissements est de 330 000 €. Elle était en 2019 de 1.3 million. Ce qui est, là aussi, le signe d'une dégradation financière. L'épargne nette est en 2020 insuffisante pour financer les investissements qui, nous le rappelons, sont bien au-dessous de la moyenne des villes de même strate depuis 2014. Grasse est une ville en voie de sous-équipement et parallèlement de dépenses d'investissement pharaoniques. C'est-à-dire aussi inadaptées que ruineuses.

Monsieur le Maire

Pas d'autres interventions. Avant de sortir et de passer la présidence de séance à Madame la 1^{ère} Adjointe quelques mots. Monsieur le Président EUZIERE vous dites que c'est grâce au COVID et à la pandémie que nous obtenons ce résultat. Ce n'est pas grâce mais à cause.

Monsieur Paul EUZIERE

En l'occurrence, là c'est grâce.

Monsieur le Maire

Non car la capacité d'autofinancement, vous l'avez souligné, s'est dégradée de près de 600 000 €. Ce n'est pas grâce mais à cause du covid.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous ne parlons pas de la même chose. J'ai parlé des baisses des dépenses de fonctionnement dues à la pandémie.

Monsieur le Maire

Il faut regarder la situation de la ville qui s'est améliorée. Monsieur EUZIERE vous m'arrêtez si je me trompe. En 2014, nous avons une CAF à 4 000 000 €, vous ne cessiez de m'alerter et vous aviez raison. Jusqu'à l'année dernière nous avons restauré la capacité d'autofinancement à plus de 9 000 000 €. La covid 19 a fait chuté notre CAF de 600 000 €, vous l'avez vu c'est une dégradation de l'autofinancement et à cause et non pas grâce au covid. Nous le subissons. Ce n'est pas grâce au covid que nous dégradons notre situation. Nous avons eu des charges supplémentaires, des recettes en moins. Nous avons quand même une capacité d'autofinancement que l'on sort à 8 400 000 €, ce qui est bien amélioré par rapport à ce que l'on a vécu lorsque l'on est arrivé en 2014. Nous avons une CAF à 4 000 000 €. Vous décrivez la situation mais il n'y a rien d'artificiel là-dedans. On analyse froidement ces impacts.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous analysons tous. L'épargne brute est à 8 410 000 €. L'épargne nette qui sert à financer une partie de l'investissement est de 300 000 €. Oui ou non ?

Monsieur le Maire

Oui.

Monsieur Paul EUZIERE

Donc cette épargne nette était en 2019 de 1 300 000 €. 1 300 000 € Par rapport à 330 000 € il y a une dégradation financière incontestable.

Monsieur le Maire

Nous avons une dégradation due à la covid.

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai parlé des dépenses d'investissement par rapport au covid. Mais cela c'est autre chose.

Monsieur le Maire

Non, mais il faut analyser tout. Il faut voir le fonctionnement, les pertes de recette que l'on a eues. Nous avons été beaucoup critiqués sur les pertes de recette que nous avons eues sur le stationnement. C'est un choix que nous avons fait de proposer pendant le confinement une gratuité totale du stationnement dans la ville. Vous avez voté pour.

Monsieur Paul EUZIERE

Personne dans le conseil municipal n'a critiqué cette disposition. Cette disposition a été votée à l'unanimité.

Monsieur le Maire

C'est une décision qui impacte 360 000 € de recettes en moins pour l'année. Dans ce conseil vous avez voté cette exonération. Vous avez dit : « oui, on exonère les recettes de stationnement. »

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai parlé des dépenses d'investissement qui avaient freinées par le covid et pas des dépenses de fonctionnement.

Monsieur le Maire

D'accord. Pas d'autres interventions. Je quitte la salle et donne la présidence à Madame Valérie COPIN, 1 ère adjointe.

Madame Valérie COPIN

Monsieur le Maire est sorti. Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 75 REQUALIFICATION DU COLLEGE CARNOT
AUTORISATION DONNEE AU DEPARTEMENT DE REALISER
DES ETUDES ET SONDAGES SUR UN BIEN APPARTENANT A LA COMMUNE**

Monsieur le Maire

Je reprends la présidence.

La commune a sollicité le département des Alpes-Maritimes afin que soient réalisés d'importants travaux de requalification du collège Carnot situé bd Carnot. Ces travaux consisteraient en la création :

- D'un nouvel accès car actuellement l'entrée du collège s'effectue directement depuis le boulevard Carnot, sans parvis ou espace d'accueil et d'attente sécurisé pour les élèves. Cette situation a pour conséquence de générer des situations d'insécurité pour les 500 élèves qui fréquentent quotidiennement cet établissement. Ce nouvel accès permettra de gérer l'accessibilité au site.
- D'une salle de sport car l'enseignement de l'éducation physique et sportive sur le site du collège est très contraint du fait d'une telle absence. Seule la cour de récréation est utilisable par les élèves dans l'enceinte du collège. Mais celle-ci offre des pratiques sportives très limitées sans omettre les nuisances notamment sonores qu'elles entraînent pour les autres enseignements.

La commune est propriétaire de l'ancienne caserne des pompiers consistant en un garage et des logements individuels qui pourraient être mis à disposition du département dans des conditions à déterminer pour réaliser son opération. Dans cette attente, il est nécessaire d'autoriser le département à effectuer les études et sondages nécessaires afin de permettre la définition précise du projet.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Merci pour cette unanimité qui va faire progresser ce boulevard Carnot, ce collège Carnot dans notre cœur de ville et nous transmettrons cette délibération validée par l'ensemble de ce conseil au président du département et je vous en remercie.

2021 - 76

**EXTENSION DU PARC NATUREL DEPARTEMENTAL ROQUEVIGNON
MISE A DISPOSITION DE PARCELLES COMPLEMENTAIRES**

Monsieur le Maire

Je le disais dans mon propos introductif, avant les grassois et les grassoises allaient sur le parc naturel départemental de la Valmasque ou à l'étang de Fontmerle passer leur week-end. Nous avons créé un parc naturel à Roquevignon. Le Parc Naturel Départemental de Roquevignon d'une superficie de 7 hectares environ accueille chaque année de très nombreux visiteurs, près de 50 000 personnes en 2020, ce qui le place en tête des statistiques départementales de fréquentation dès lors que l'on rapporte le nombre de visites à la superficie des Parcs Naturels Départementaux. Dans le cadre de sa politique départementale des espaces naturels sensibles, le Département en accord avec la Commune souhaite étendre la superficie de ce parc et l'adapter par la création de nouvelles pistes, en vue d'y accueillir des activités complémentaires à la promenade pédestre telles que la marche nordique, la randonnée sportive et la course à pied. La ville met déjà à disposition du département les parcelles communales cadastrées Section HS n°358, 369, 370 et 371 par convention du 24 août 2015. Il convient de mettre à disposition par avenant à la convention, les parcelles communales cadastrées Section HS n° 19, 103, 356 et 360 mitoyennes du parc actuel pour permettre son extension. Cela représentera une superficie de près de 21 hectares.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Une belle unanimité en faveur de ce beau projet. Un beau poumon vert dans notre centre-ville. 21 hectares seront sanctuarisés entre Grasse et Cabris et protégés à jamais.

2021 - 77

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON
GESTION DES TERRAINS DES ZONES DE CAPTAGE FOULON ET FONTANIERS**

Monsieur le Maire

En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon a engagé le 13 novembre 2017 une procédure de Déclaration d'Utilité Publique afin de mettre en place les périmètres de protection des captages des sources du Foulon et des Fontaniers. La phase technique de cette procédure est à présent achevée pour ce qui concerne la définition des périmètres de protection par l'hydrogéologue agréé, l'arrêt des servitudes pour chaque périmètre et l'identification des parcelles concernées. La phase administrative est actuellement en cours avec la constitution du dossier d'enquête publique, suite aux différentes concertations organisées par la Sous-préfecture de Grasse avec la chambre d'agriculture et les communes directement concernées. L'enquête publique devrait pouvoir être lancée au cours de l'été 2021, l'objectif étant la signature de l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les périmètres en fin d'année 2021, voire au début de l'année 2022. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette procédure, le Syndicat est invité à entreprendre des démarches visant soit à acquérir en pleine propriété les parcelles situées dans le périmètre de protection immédiate, soit à en maîtriser à minima la gestion. La ville de Grasse a ainsi été contactée car elle est propriétaire de plusieurs parcelles situées à l'intérieur des PPI des captages du Foulon et des Fontaniers. Après échanges avec le Syndicat, la solution d'une gestion conventionnée des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate a été retenue. Je vous demande de bien vouloir approuver les termes de la convention de gestion à intervenir entre la ville de Grasse et le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon pour les terrains situés dans les périmètres de protection immédiate des captages des sources du Foulon et des Fontaniers. Avant de délibérer je voudrais vous dire que depuis 2017, nous avons engagé un travail immense et je veux remercier Marc FLOCON, Cédric DIAZ pour le rythme qui est fait. Le syndicat a renouvelé 2.2 kilomètres de réseau primaire, 19.1 % du réseau aérien en une seule année. Le SIEF engagera le remplacement de 3 kilomètres de réseau puis en 2022 et 2023 ce seront 7.5 kilomètres de réseau qui devraient être renouvelés.

10.5 Kilomètres de réseau renouvelés en 3 ans. Ces travaux représenteront un investissement de 13 000 000 € H.T, soit 15 600 000 € T.T.C. Merci à ce syndicat, aux élus pour garantir l'eau de qualité sanitaire irréprochable et optimiser les ressources naturelles parce qu'on avait des fuites très importantes sur ce réseau ce qui nous obligeait à faire des achats à l'extérieur, au CICASIL notamment. Cela coûtait cher à la collectivité et aux administrés.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Merci, nous transmettrons cet avis unanime de la ville de Grasse qui autorise le syndicat à faire cette convention.

**2021 - 78 RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CONCESSION DES CELLULES COMMERCIALES APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL**

Monsieur le Maire

Je vous rappelle que cette délibération avait été reportée lors du conseil municipal du 23 mars 2021 car nous n'avions pas obtenu l'avis des domaines demandé par Monsieur CASSARANI en séance. Ces avis de France Domaines ont été reçus le 23 mars en fin de journée et transmis à l'ensemble des membres du conseil municipal par courrier que je vous ai adressé. Nous avons ce tableau de valeur qui avait été demandé légitimement afin de vous permettre de délibérer sur ces cellules commerciales.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 79 PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
CONTRACTUALISATION D'UN EMPRUNT BANCAIRE DE 1 MILLION D'EUROS AUPRES
D'ARKEA BANQUE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE**

Monsieur le Maire

Je vous demande de bien vouloir accorder une garantie d'emprunt de la ville de Grasse à hauteur de 80% pour un montant de capital du prêt d'un million d'euros au bénéfice de la SPL Pays de Grasse Développement auprès d'Arkéa Banque et m'autoriser à signer tout document relatif à cette opération.

Monsieur Paul EUZIERE

Il s'agit d'un emprunt relatif à la ZAC Martelly donc nous votons contre.

Monsieur le Maire

Merci pour la cohérence de vos propos et l'explication de votre vote.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Puisque nous avons l'occasion de parler du projet Martelly, pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

Monsieur le Maire

Le projet Martelly a fait l'objet de recours. Dans un premier temps un recours de Monsieur et Madame ROLANDO qui habitent à Magagnosc et qui ont fait un recours contre le permis de démolir qui a duré 9 mois pour après se retirer. Puis un recours de Monsieur Bottazzi à titre personnel contre le permis de construire. Monsieur Bottazzi a été débouté sur son recours. Il a été ensuite sur une instance supplémentaire et il vient de se retirer de son combat après avoir perdu. Il a été condamné à verser 1 000 € à la SPL et 1 000 € à Bouygues Immobilier. Aujourd'hui, il n'a pas déposé son mémoire complémentaire donc d'office il a été retiré de son recours. Nous n'avons plus de recours, nous sommes dans une discussion du démarrage des dévoiements de réseau. Nous espérons le démarrage en septembre 2021 afin de commencer l'opération Martelly en fin d'année 2021. Nous avons eu près de trois ans de recours.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Lorsque vous dites « démarrer les travaux fin 2021 », ce projet prévoit la déconstruction du parking Martelly. Pouvez-vous nous communiquer une date de déconstruction de ce parking ?

Monsieur le Maire

Nous sommes d'abord dans les DCE, consultation des entreprises pour les dévoiements de réseau. Nous aurons une commission qui travaille sur le calendrier de déconstruction puisque nous avons 17 mois de déconstruction. Je souhaite une transparence totale afin que nous soyons tous autour de la table pour partager le calendrier de ce chantier conséquent.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Le calendrier a été acté de façon précise bien avant les élections. Vous imputez ces retards aux différents recours et même si je suis contre ce projet je n'ai pas fait de recours. Les retards sont quantifiables dans le sens où nous avons un calendrier précis. Pouvez-vous nous donner une date de début des travaux de démolition du parking ?

Monsieur le Maire

Ce que je peux vous dire c'est qu'il n'y aura pas de déconstruction sur l'exercice 2021.

Monsieur Stéphane CASSARINI

On peut imaginer 2022.

Monsieur le Maire

C'est ce que j'espère. Nous avons 9 mois de recours sur le permis de déconstruction puis un recours sur le permis puis débouté puis réattaqué, cela fait perdre du temps.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Quand débiteront les 17 mois de travaux ? En ce qui concerne la gêne pour le centre historique, vous me dites 2022.

Monsieur le Maire

A mon avis, oui.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Très bien.

Monsieur le Maire

Nous allons définir un calendrier lors d'une réunion ad hoc avec la SPL. Vous dites que les recours sont quantifiables. J'ai demandé à ce que l'on puisse faire un chiffrage du préjudice financier de ce recours et une assignation en justice sur les préjudices financiers qui ont généré cela. Bon nombre de grassois attendent le démarrage de Martelly et sont dans une incompréhension de voir que des recours génèrent un frein et des incidences financières que je souhaite quantifier, chiffrer et assigner.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Concernant Monoprix, Monoprix devait fermer puis rester ouvert encore deux ans. Est-ce que cela sous-entend que si le magasin reste ouvert encore 2 ans, la date 2022 n'est pas si sûre que cela ?

Monsieur le Maire

En fait, Monoprix devait fermer. Je me suis battu pour qu'il reste ouvert jusqu'en octobre 2021. C'est l'accord que j'ai eu avec le secrétaire général de Casino France. Nous continuons à travailler pour avoir de l'offre de grande distribution en cœur de ville. Nous devons rencontrer Monoprix pour savoir où ils en sont dans leur calendrier.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Le magasin reste ouvert de manière certaine jusqu'en octobre 2021.

Monsieur le Maire

C'est ce qui m'a été confirmé par écrit.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Après 2021, vous avez des informations ou pas du tout.

Monsieur le Maire

Je dois les rencontrer.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Selon mes informations, il a été dit aux personnels que cela devrait rester ouvert 2 ans et demi.

Monsieur le Maire

Je n'ai pas cette info.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Il faudrait peut-être vous renseigner.

Monsieur le Maire

Je n'ai pas de retour écrit de leur part.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Ils ne vous ont rien indiqué.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Monsieur CASSARINI, Madame LAZREUG, Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 80 MODIFICATION ET CREATION EMPLOIS PERMANENTS
MODIFICATION TABLEAU DES EMPLOIS ET TABLEAU DES EFFECTIFS**

Madame Valérie COPIN

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. La ville de Grasse s'est engagée dans une politique de lutte contre l'habitat indigne, indécents et les marchands de sommeil dans le centre-ville et a décidé par délibération du 10 novembre 2020 de renforcer ses actions et instaurer le « permis de louer », dispositif créé par la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové dite « loi ALUR » du 24 mars 2014. Ce dispositif entre en vigueur au 1er avril 2021 et le service Communal d'Hygiène et de Santé en assurera la mise en œuvre et le suivi. Aussi, ces nouvelles missions requièrent d'étoffer le service par la création de trois postes, à savoir :

- 2 postes d'Instructeur technique du permis de louer
- 1 poste d'Agent de gestion administrative

Ces postes permanents à temps complet seront à pourvoir par des fonctionnaires de catégorie C relevant de la filière technique et de la filière administrative. S'il s'avère que la procédure de recrutement n'a pas permis de retenir de candidatures d'agents titulaires, alors les postes pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984. En contrepartie et suite à un départ en retraite, il convient de procéder à la suppression d'un poste d'agent d'accueil et de salubrité au sein de ce même service Communal d'Hygiène et de Santé. Par ailleurs, et toujours dans l'objectif du renforcement des équipes pour rendre le meilleur service au public, il convient de créer deux postes d'Agent de gestion au sein des mairies annexes, postes à pourvoir par mutations internes, de transformer au sein du service Ville d'Art et d'Histoire un poste d'agent d'accueil en poste de chargé d'événementiel et touristique, de créer un poste d'agent placier au sein du service Foires et Marchés pourvu aussi par mutation interne d'un agent technique de catégorie C, et enfin de procéder à la suppression d'un poste d'agent polyvalent de la filière technique en catégorie C au sein du service des sports et de créer deux nouveaux postes d'ETAPS permanents à temps complet à pourvoir par des fonctionnaires de catégorie B relevant de la filière sportive. S'il s'avère que la procédure de recrutement n'a pas permis de retenir de candidatures d'agents titulaires, alors les postes pourront être eux aussi pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente du recrutement de fonctionnaires en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984. Enfin, des actualisations consécutives

à l'organisation des services sont prises en compte. Vu l'avis favorable donné par le Comité Technique de la ville de Grasse le 22 juin 2021, je vous demande de bien vouloir approuver les créations et suppressions de postes.

Monsieur le Maire

Je vous remercie Madame la première Adjointe pour l'attention que vous portez au personnel. Nous avons relocalisé la DRH dans l'immeuble du Pourtalet, relocalisé la DRH du CCAS. Nous avons ouvert une salle de formation afin que les agents se sentent bien. Je vous remercie pour ce qui est fait au quotidien au service du personnel.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Les recrutements sont prévus en interne et en externe ou exclusivement en interne.

Madame Valérie COPIN

Sur les postes d'instructeurs techniques et d'agents administratifs c'est plutôt en externe et pour les autres en interne.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Merci.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 – 81 MARCHES PUBLICS
PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES
DURANT LA PÉRIODE DE JANVIER A MAI 2021**

Madame Valérie COPIN

Il est porté à connaissance du conseil municipal la liste des marchés notifiés durant la période de janvier à mai 2021. Cette liste sera publiée sur le site internet de la ville de Grasse en rubrique marchés publics. Je vous demande de bien vouloir prendre connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics.

Monsieur Paul EUZIERE

Cette communication des marchés publics passés par le Maire entre janvier et mai 2021 n'appelle pas de vote. Elle peut, par contre, être l'objet de remarques et questions. L'examen de cette liste montre que les marchés les plus importants concernent :

1. La requalification du boulevard Carnot pour 429 000 € en tranche ferme et 34 700 € en tranche optionnelle soit au maximum 460 000 €.
2. La création d'un campus universitaire sur l'emplacement de l'ex Palais de Justice pour 990 867 €, soit quasiment le double de la réhabilitation du boulevard Carnot.

Vous le savez, nous avons émis de fortes réserves sur le permis de construire de ce campus dont le coût, il faut le rappeler, est estimé au départ à 6 070 858 € (7 285 030 € T.T.C).

Le plan de financement prévisionnel fait apparaître à ce jour :

Banque des Territoires ACV	65 000 €	1.07 %	Convention du 20/10/2020
Etat (DSIL Travaux)	600 180 €	9.89 %	Arrêté du 18/07/2019
Région Sud (CRET 2)	2 154 762 €	35.49 %	Arrêté du 12/01/2021
Département Alpes-Maritimes	1 800 000 €	29.65 %	Contrat de territoire
Etat (DSIL Equipement)	210 000 €	3.46 %	ACV DSIL 2022
CAPG/Ville de Grasse	1 240 916 €	20.44 %	

La part de financement pour la Ville et la CAPG devrait être de 1 240 916 €.

La maîtrise d'ouvrage de ce projet ayant été transférée à la CAPG, cette somme devrait être payée intégralement par la CAPG. En clair, la Communauté d'Agglomération se retrouve à financer et à prendre tous les risques pour un projet dont elle n'est pas à l'initiative. Aux précisions demandées par notre collègue Magali Conesa, il a été répondu « qu'à ce jour, la ville de Grasse a payé 779 028 € TTC pour cette opération ». Ce qui ne correspond pas au montant cumulé de 990 867 € mentionné dans cet état des marchés publics passés entre janvier et mai 2021. C'est une première remarque.

D'autre part, 4 dossiers de demande de subvention ont été déposés :

- Auprès de la Banque des Territoires,
- De l'Etat,
- De la Région,
- Du Département.

La ville a reçu 3 accords de subventions notifiées pour un montant total de 2 819 942 € de la part de : la banque des Territoires, de l'Etat et de la Région. Avec le Département, les discussions sont parait-il « très bien engagées ».

Pour le moment, sur un montant de 6 070 858 € HT, seulement 2.8 millions nous ont été notifiés à ce jour. Pour les 3.2 millions restants, pour le moment nous n'avons aucune garantie. Cela alors que nous avons déjà engagé 990 867 € de travaux. C'est une deuxième remarque.

Ma troisième remarque est que des procédures sur le fond et en référé contre ce permis de construire sont en cours et que là, contrairement à ce qui est affirmé pour la ZAC Martelly, il apparaît que ces recours - y compris en référé - n'arrêtent pas les travaux.

Nous n'allons pas vous demander quelle est la logique juridique différente qui prévaut pour deux projets situés à quelques centaines de mètres l'un de l'autre, nous risquerions de nous perdre dans des considérations dont la subtilité nous échapperait comme elle échapperait aux grassois. Simplement, nous vous demanderons s'il est bien prudent, lorsqu'un permis de construire fait l'objet d'un recours en annulation et de surcroît d'un référé de passer outre, et d'engager les travaux comme si la justice s'était déjà prononcé ? Nous avons donc plusieurs questions concernant la liste des marchés publics et notamment le campus universitaire.

Monsieur le Maire

Vous affirmez que la Communauté d'Agglomération n'est pas à l'origine de ce projet universitaire. L'agglo, a la compétence de cet enseignement supérieur.

Monsieur Paul EUZIERE

Je n'ai pas dit qu'elle n'avait pas cette compétence. J'ai dit simplement qu'elle n'était pas à l'origine du projet.

Monsieur le Maire

Vous connaissez le Président de l'Agglo. Vous étiez dans les Conseils communautaires.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous êtes Président de la régie et cela ne veut pas dire que la régie des parkings est à l'origine du projet.

Monsieur le Maire

Oui.

Monsieur Paul EUZIERE

Non.

Monsieur le Maire

Oui, l'agglo est à l'origine. Nous avons débattu en conseil communautaire, en bureau des Maires sur cette volonté-là.

Monsieur Paul EUZIERE

En bureau des Maires ?

Monsieur le Maire

Et en Conseil Communautaire. Vous étiez présent.

Monsieur Paul EUZIERE

Absolument pas.

Monsieur le Maire

Si. Nous avons débattu et je me souviens de l'intervention de Monsieur Delomez qui disait « l'Agglo payait trop et la ville pas assez ».

Monsieur Paul EUZIERE

Nous avons débattu du transfert et pas du tout du projet.

Monsieur le Maire

A l'origine, le projet a été débattu à l'agglo. Je connais bien le Président de l'Agglo, le bureau des Maires s'est tenu. Je vous affirme que l'Agglo est à l'origine de ce projet.

Monsieur Paul EUZIERE

Je ne sais pas mieux que vous ce qui se passe en conseil des Maires. Je vous saurais gré de nous communiquer la date et le numéro de délibération du conseil communautaire portant sur ce projet et pas sur le transfert.

Monsieur le Maire

Je vous les donnerai et vous étiez présent, c'était sur le transfert.

Monsieur Paul EUZIERE

Le transfert d'un projet n'est pas l'initiative d'un projet. Vous jouez sur les mots.

Monsieur le Maire

L'Agglo est à l'origine de ce souhait avec la ville de Grasse parce que la ville et l'Agglo pensent que c'est bon pour le territoire. Ce bâtiment, cet ancien tribunal est fermé depuis 1998. Demain nous espérons en faire un lieu pour une vie estudiantine.

Monsieur Paul EUZIERE

Cela n'a jamais été débattu en conseil d'Agglo.

Monsieur le Maire

Alors cela a été débattu en bureau des Maires.

Monsieur Paul EUZIERE

Peut-être mais ce n'est pas l'assemblée délibérante.

Monsieur le Maire

L'Agglo a la volonté de faire ce projet. Pouvez-vous me dire Monsieur EUZIERE si vous êtes ou non favorable à ce projet d'implantation dans ce site, d'un site universitaire pour l'université de Nice et toutes ses écoles ? Je pense qu'il est difficile d'être défavorable à cela. Vous m'avez questionné à trois reprises.

Monsieur Paul EUZIERE

Je vous ai posé une question en vous disant qu'on a engagé 990 000 €.

Monsieur le Maire

Je vais vous répondre pour les 700 000 € et les 900 000 €. Vous nous avez questionnés à trois reprises et je vous ai répondu avec Cédric DIAZ sur le recours gracieux que vous avez signé avec Madame ADDAD, Madame CONESA et Monsieur de FONTMICHEL. Vous avez dit que vous retirerez le recours gracieux si je pouvais vous démontrer qu'il n'y a pas de risque sur les questions des poches d'eau. Monsieur DIAZ vous a répondu après avoir diligenté dans les souterrains les spéléologues pour les études nécessaires. Nous vous avons démontré que la crainte n'était pas fondée. Vous avez retiré votre recours gracieux.

Monsieur Paul EUZIERE

Pas du tout, nous n'avons été en contentieux parce que les éléments nous ont été donnés après la date butoir.

Monsieur le Maire

Aujourd'hui, vous êtes sécurisé. A la lecture des éléments vous voyez qu'il n'y a pas de sujet d'inquiétude.

Monsieur Paul EUZIERE

Non, j'ai toujours des doutes. Vous faites les questions et les réponses. C'est un drôle de débat.

Monsieur le Maire

Si vous avez un doute c'est que vous n'avez pas bien lu la réponse. Monsieur DIAZ vous a répondu en tout point, ce que je m'étais engagé à faire.

Monsieur Paul EUZIERE

Il y a des réponses qui ne nous satisfont pas.

Monsieur le Maire

Elles sont complètes et elles lèvent les inquiétudes que vous aviez. Je peux comprendre que vous ayez fait un recours gracieux pour demander des éléments de sécurité. Ces éléments vous ont été communiqués plus tardivement que ce que l'on avait évoqué. Les études ont été longues. Aujourd'hui, vous êtes en mesure de retirer votre recours, Monsieur EUZIERE.

Monsieur Paul EUZIERE

Il n'est pas à retirer, nous avons été déboutés.

Monsieur le Maire

Oui, c'est vrai, vous avez perdu.

Monsieur Paul EUZIERE

Non, nous n'avons pas perdu. Cela n'a pas été examiné sur le fonds car nous n'avions pas d'intérêt à agir. Ce n'est pas la même chose.

Monsieur le Maire

Aujourd'hui, l'enthousiasme est de dire finalement il n'y a pas de risques.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur le Maire, ce n'est pas la question. Elle ne porte pas sur le recours mais d'expliquer le différentiel de 200 000 €, ensuite quelle est la logique qui prévaut. D'un côté vous nous dites que pour Martelly les recours ont tout suspendu et au Campus cela n'arrête rien.

Monsieur le Maire

Je vais vous expliquer.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous n'attendons même pas la décision de justice.

Monsieur le Maire

Etes-vous pour ou pas l'arrivée de ce campus lorsque nous avons réglé la question du risque géologique que vous avez soulevé ?

Monsieur Paul EUZIERE

Cela n'a rien à voir avec les questions que j'ai posées. Je connais la tactique qui consiste à parler d'autres sujets pour ne pas répondre aux questions. Je vous ai posé des questions précises.

Monsieur le Maire

Monsieur Diaz a répondu précisément à vos questions.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur Diaz n'a répondu à rien. Je fais état de 900 000 € d'un côté et de 700 000 € de l'autre. C'est l'objet de mon intervention. Vous nous donnez une liste de marchés publics et d'autre part on nous donne d'autres informations qui ne correspondent pas. Je vous ai posé une question. Vous venez d'intervenir longuement en réponse à Monsieur CASSARINI sur les raisons qui ont fait que Martelly a pris du retard.

Monsieur le Maire

Par Monsieur BOTTAZZI qui était votre colistier.

Monsieur Paul EUZIERE

Je pourrais parler de certains de vos colistiers aussi.

Monsieur le Maire

Monsieur BOTTAZZI...

Monsieur Paul EUZIERE

C'est son droit de citoyen.

Monsieur le Maire

Je demande que l'on quantifie le préjudice qu'il nous a fait subir et qu'on le recherche en responsabilité en assignation.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur BOTTAZZI c'est Monsieur BOTTAZZI, moi c'est moi et vous c'est vous. Je vous ai posé des questions précises sur des marchés publics. Merci de répondre sur ce différentiel et ensuite sur la logique juridique de deux projets. Vous nous éclairez, de plus cette délibération ne demande même pas de vote.

Monsieur le Maire

Moi, j'aimerais que vous vous positionniez. Pourquoi 900 000 € dans la liste et pourquoi 700 000 € consommés. Tout simplement parce que nous n'avons pas consommé la totalité prévue dans l'enveloppe des marchés et parce qu'il n'y a pas que des marchés de travaux. Je vais vous donner la liste des marchés réalisés, 779 000 € qui correspondent aux études préalables au désamiantage et à ces travaux. Le marché de travaux était de

900 000 € au total. Donc, nous sommes à 779 000 € sur 900 000 €, premier sujet. Deuxièmement, pourquoi avons-nous temporisé la question de Martelly à cause de Monsieur et Madame ROLANDO que vous connaissez bien et qui étaient aussi vos colistiers et qui ont fait un recours de 9 mois sur le permis de démolir ? Pourquoi n'avons-nous pas démolir sans avoir une purge du permis de démolir et bien parce que cela nous faisait prendre un risque immense que nous n'aurions pas supporté. On ne peut pas démolir 9.5 hectares sans avoir purgé un recours. Notre partenaire Bouygues n'aurait pas signé un acte qui ne serait pas purgé de recours.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur ROLANDO n'a pas déposé un recours en tant que colistier. Le groupe « Grasse à Tous » n'a pas fait de recours sur Martelly.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas vous mais Monsieur ROLANDO.

Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur ROLANDO fait ce qu'il veut.

Monsieur le Maire

Vous prenez qui vous voulez sur votre liste. Vous me demandez pourquoi cela a pris du retard, je vous réponds comme à Monsieur CASSARINI. Nous n'avons pas commencé la déconstruction parce qu'il y avait un risque financier et juridique. Monsieur et Madame ROLANDO ont retiré leur recours.

Monsieur Paul EUZIERE

Alors pourquoi prenez-vous un risque puisqu'il y a un référé suspension pour le Campus ?

Monsieur le Maire

Oui, car le bâtiment nous appartient, nous avons une analyse juridique et le risque ne correspond pas à ce qui a été fait avec Martelly. C'est pour cela que nous avons une action différente.

Monsieur Paul EUZIERE

Dans les deux cas, il y a un risque géologique. Dans les deux cas les bâtiments nous appartiennent.

Monsieur le Maire

Monsieur et Madame ROLANDO ont retiré leur recours car ils estimaient avoir les éléments qui leur permettaient de le retirer.

Monsieur Paul EUZIERE

Pas du tout. Ils ont été déboutés sur l'intérêt à agir.

Monsieur le Maire

Ils ont perdu eux aussi sur l'intérêt à agir.

Monsieur Paul EUZIERE

Arrêter de parler de perdre car dans quelque temps il y aura des surprises de ce côté-là et des grosses surprises.

Monsieur le Maire

Moi, je vous parle de Martelly.

Monsieur Paul EUZIERE

Arrêter de dire que lorsque l'on est débouté on a perdu car il y a des structures et des élus qui perdent aussi et pas loin d'ici.

Monsieur le Maire

Pourquoi n'avons-nous pas démarré Martelly après que Monsieur et Madame ROLANDO ont retiré leur recours sur le permis de démolir ? Parce que Monsieur BOTTAZZI a fait un recours sur le permis de construire.

Monsieur Paul EUZIERE

Tout citoyen a le droit de faire un recours et je vous demande pourquoi y a-t'il deux régimes différents sur deux procédures. Vous racontez en boucle la même histoire.

Monsieur le Maire

Je ne pouvais pas prendre ce risque sur Martelly. Imaginez que Bouygues refuse de signer à cause des recours non purgés ? Le risque était immense alors que sur le Campus, d'après ce que nous avons analysé avec nos juristes, avec la production de pièces techniques, le risque est différent.

Monsieur Paul EUZIERE

Est-ce que les juristes sont les mêmes que pour Belambra ?

Monsieur le Maire

Pas du tout.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous me rassurez.

Monsieur le Maire

Ce que nous souhaitons c'est qu'à la rentrée 2022 l'université de Nice s'installe avec 800 étudiants dans l'ancien Palais de justice qui est fermé depuis 1998. Cela peut vous faire sourire mais nous devrions être tous unis.

Monsieur Philippe-Emmanuelle de FONTMICHEL

Cela me fait sourire car vous aviez le même discours sur Bélambra.

Monsieur le Maire

Pourquoi deux choix ? Il y a eu un choix de prudence dans le risque sur le permis de déconstruire de Martelly. Aujourd'hui Monsieur BOTTAZZI est condamné à verser 1 000 € à la ville, il est condamné à donner 1 000 € à

Bouygues et maintenant je souhaite qu'on quantifie le préjudice du temps et qu'on se porte dans une action en justice à titre personnel et à l'encontre de Monsieur BOTTAZZI pour indemniser la puissance publique qui a perdu cela. C'est ce que nous ferons et nous avons pris un cabinet d'avocat et Bouygues aussi.

Monsieur Paul EUZIERE

Il faudra qu'on fasse le bilan de toutes les dépenses juridiques.

Monsieur le Maire

Je les mettrai dans les recouvrements.

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai quelques factures à vous demander.

Monsieur le Maire

Je vous donnerai toutes les factures.

Monsieur Paul EUZIERE

Je vous remercie par avance.

Monsieur le Maire

Je vous ai répondu, mais vous Monsieur EUZIERE vous ne m'avez pas répondu, si aujourd'hui avec les éléments qui sont en votre possession vous êtes favorable à ce projet universitaire dans l'ancien Palais de justice fermé depuis 1998, qui va accueillir l'université de Nice, l'école du parfum, une école d'ingénieur de Cercy Pontoise, l'EDEC...Etes-vous favorable à cette ouverture en septembre 2022 ?

Monsieur Paul EUZIERE

Pourriez-vous me dire à quelle commission d'aménagement ou d'urbanisme ce dossier a été examiné et à quelle date ? A ce moment-là je vous répondrai.

Monsieur le Maire

Etes-vous favorable sur le principe ?

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai l'habitude de me prononcer sur les dossiers que je connais. Vous avez dit qu'il a été initié par la CAPG et en bureau des Maires.

Monsieur le Maire

Et la ville.

Monsieur Paul EUZIERE

Excusez-moi mais à la ville il n'y a eu aucune commission saisie de ce projet autrement donnez-moi la date et la référence. J'ai découvert ce dossier en commission d'appel d'offres avec des collègues de la majorité lors de la

précédente mandature et qui étaient aussi surpris que moi. Vous me permettez d'avoir quelques doutes et de ne pas répondre immédiatement à un projet que je ne connais pas.

Monsieur le Maire

Pourtant je vous ai apporté tous les éléments de réponse que vous m'avez demandés.

Monsieur Paul EUZIERE

Non, j'ai posé des questions précises sur des sujets précis. Je n'ai pas de connaissance de l'ensemble des données de ce dossier comme la plupart des élus ici présents.

Monsieur le Maire

Merci. J'espère que l'on sera dans ce calendrier afin de livrer le bâtiment en septembre 2022. Je vais demander qu'on vous fournisse les factures des 779 000 €.

Monsieur Paul EUZIERE

Non, moi ce qui m'intéresse ce sont les factures des frais d'avocats.

Monsieur le Maire

Très bien celles-ci aussi. Je demande à Monsieur le Directeur Général de vous les fournir.

Cette délibération est un porté à connaissance.

Je vais donner la présidence de séance quelques instants à Madame la première Adjointe.

**2021 - 82 AMENAGEMENT
PROCEDURE DE REVISION ALLEGEE N° 1
BASTIDE SAINT-ANTOINE**

Monsieur Christophe MOREL

Considérant la possibilité de réviser le Plan Local d'Urbanisme de façon allégée lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le PADD. Le projet dont il s'agit consiste à permettre à l'établissement La Bastide Saint Antoine, établissement grassois contribuant au rayonnement international de la commune dans les domaines du goût et des arômes, de se diversifier économiquement, en prévoyant, d'une part, la réhabilitation de la bastide existante sur l'emprise section CH numéro 003 aujourd'hui en l'état d'abandon, et d'autre part, son extension, la création d'annexes et le réaménagement des jardins, à des fins touristiques, restauration notamment. Ce projet s'inscrit dans le projet global d'essor et de diversification de l'attractivité de la propriété constituée plus largement de bâtiments touristiques avoisinants et d'une oliveraie. Il nécessite à cette fin le reclassement partiel d'une partie de la parcelle CH003 actuellement en zone UJ pour environ 3 350 m², et Ap pour une surface inférieure à 4 500 m² à parfaire, en zone UT de vocation touristique. Ce reclassement ne remet en cause ni le secteur global ni le potentiel agricole de la zone Ap concernée d'une surface totale de 60.000 m² - constituée d'une oliveraie -, ni les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable de la révision du PLU de Grasse approuvée le 6 novembre 2018, une révision allégée permet de procéder à cette évolution du plan de zonage du PLU de Grasse pour cet unique objet. En conséquence, des adaptations du Plan Local d'Urbanisme sont nécessaires pour actualiser le règlement et le zonage des zones Ap, UT et UJ dans le cadre de ce projet de diversification économique de la Bastide Saint-Antoine. Il convient de fixer les modalités de concertation publique associant les habitants de Grasse à savoir :

- Mise à disposition du dossier de révision allégée n° 1 en mairie et sur le site internet de la mairie ;
- Mise à disposition d'un registre en mairie et du courriel auquel pourront être envoyées les observations de manière dématérialisée (les mails reçus seront reportés sur le registre en mairie): « revisionallegee@ville-grasse.fr »
- Mise à disposition des observations émises sur le site internet de la mairie ;

Je vous demande de bien vouloir prescrire la procédure n°1 de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire

Je reprends la présidence de séance.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous sommes totalement favorables à cette délibération qui porte sur une adaptation d'un Plan Local d'Urbanisme que nous n'avons pas voté et qui, ici encore est révélateur des méthodes qui ont prévalu pour son élaboration. Bien sûr, il faut que la Bastide Saint-Antoine et Monsieur CHIBOIS puissent continuer dans les meilleures conditions à contribuer, comme c'est le cas depuis 1994, au rayonnement de notre ville et adapter le zonage du P.L.U en conséquence. Ceci étant, cette procédure de révision allégée devrait être étendue à de nombreux autres propriétaires qui sont victimes d'incohérences stupides et de dispositions injustifiables de ce P.L.U. Je vous ai écrit, il y a quelques semaines, Monsieur le Maire, pour attirer votre attention sur le cas de la propriété de Monsieur Le CAER, en bordure du boulevard Georges Clémenceau. D'une part, une parcelle de moins de 600 m² dont il est propriétaire a été classée en Zone Naturelle, alors qu'elle est enclavée entre deux parcelles bâties. D'autre part, et ce n'est pas un gag, la moitié de la parcelle sur laquelle est bâtie sa maison est classée en constructible, mais pas l'autre (qui est déjà construite et où existe une piscine). Qui mieux est, ce n'est pas du Kafka, mais ça mériterait « la Noix d'honneur » du « Canard Enchaîné », ce remarquable P.L.U coupe la salle de séjour de la maison de Monsieur Le CAER en diagonale : une partie étant en zone constructible, l'autre en zone naturelle.

Il fallait le faire....

A Grasse, on l'a fait !

Donc, oui à cette procédure allégée pour Monsieur CHIBOIS et la Bastide Saint-Antoine, mais oui aussi à des procédures allégées pour tous les grassois qui se retrouvent avec des classements incohérents, quand ils ne sont pas surréalistes, de leurs propriétés.

Le groupe « Grasse à tous-Ensemble et Autrement » vote évidemment cette délibération.

En même temps, nous demandons que des procédures de révision allégée soient engagées pour les situations les plus absurdes et qu'une modification du P.L.U soit mise en chantier sans tarder.

Monsieur le Maire

Merci Monsieur EUZIERE pour ce soutien à Monsieur CHIBOIS.

Monsieur Paul EUZIERE

Depuis 1994. Je sais que c'est votre ami mais moi aussi j'ai la cohérence et la fidélité dans mes engagements.

Monsieur le Maire

Merci de soutenir cette révision. Sur la question de Monsieur le CAER j'ai préparé une réponse. Ce n'est pas le PLU que nous avons fait qui a créé cette situation. Cette situation existait déjà.

Monsieur Paul EUZIERE

La salle de séjour coupée en deux n'existait pas.

Monsieur le Maire

Je vous montrerai qu'il n'y a eu aucune modification dans le PLU de 2018 sur cette ligne. Je vous donnerai le tracé d'avant et d'après. Je vous rejoins sur le fait que lorsqu'il y a des situations anormales, il faut réviser.

Monsieur Paul EUZIERE

En tout cas cela n'a pas été corrigé.

Monsieur le Maire

Peut-être mais ce n'est pas une situation qui est due au PLU 2018.

Monsieur Christophe MOREL

Monsieur EUZIERE, je n'ai pas été informé de cette demande.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous rigolez ?

Monsieur Christophe MOREL

C'était trop tard.

Monsieur Paul EUZIERE

Avril 2018, c'est six mois avant le vote du PLU.

Monsieur Christophe MOREL

C'était trop tard.

Monsieur Paul EUZIERE

Par contre le STECAL Saint-Georges ce n'était pas trop tard pour l'annuler ?

Monsieur Christophe MOREL

On l'a retiré justement. Il y a eu toute l'enquête publique sur le dossier.

Monsieur Paul EUZIERE

On peut retirer un projet de la dimension d'un STECAL avec toute la procédure juridique mais on ne peut pas modifier la diagonale qui traverse la salle de séjour de Monsieur le CAER.

Monsieur Christophe MOREL

Monsieur EUZIERE c'est une question de procédure. L'enquête publique sert à cela pour dire si on doit ajuster, retirer un projet. Vous parlez d'un sujet où la personne ne s'est pas manifestée dans les temps. La demande est arrivée trop tard pour l'intégrer.

Monsieur le Maire

C'était trop tard pour l'intégrer dans le vote de juin. Cette situation est antérieure à 2018, ce n'est pas nous qui avons créé cette situation bizarre. Je suis d'accord avec vous, nous devons intégrer dans la révision du PLU cette situation-là. Je pense comme vous. Ne dites pas que c'est notre PLU qui est farfelu et qui a généré cela.

Monsieur Paul EUZIERE

Quand pourra-t-on rectifier ces anomalies ?

Monsieur Christophe MOREL

On va l'étudier pour l'intégrer le plus rapidement possible.

Monsieur Paul EUZIERE

Pas que celle-ci.

Monsieur Christophe MOREL

Toutes celles qui sont justifiées et nécessaires.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Cette délibération porte sur une révision du PLU en vue de donner des droits à bâtir supplémentaires pour une extension d'un bâti existant. On ne nous indique pas combien de m² supplémentaires vont être donnés au propriétaire. A-t-on une idée du volume de l'extension ?

Monsieur Christophe MOREL

Aujourd'hui, le projet architectural n'est pas arrêté. Nous sommes au lancement de la procédure de révision qui vise l'emprise foncière, le terrain et non le bâti qui sera construit. On parle de quelques dizaines de m², il s'agit d'une aile qui sera construite sur le côté de la bastide du 18^{ème} siècle, c'est une extension.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Une fois fini, on est à moins de 100 m². Vous êtes d'accord que cette révision accompagne un projet.

Monsieur Christophe MOREL

Aujourd'hui, on lance le processus réglementaire de révision du PLU ensuite il y aura la mise en ligne du dossier pour la concertation publique puis l'arrêt du dossier et pour finir nous repasserons devant le Conseil Municipal pour mettre en place la concertation et arrêter le projet. C'est à ce moment-là que ces informations sur le projet architectural seront connues et débattues, le cas échéant.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous remercie de me donner les détails des étapes de la procédure mais ce n'est pas ma question. Quel est le maximum des droits à bâtir qui va être donné du fait du vote de cette délibération ? Après, si le propriétaire décide d'utiliser le maximum de ce qu'on lui a donné ce sera son choix.

Monsieur Christophe MOREL

Zéro m², car ce n'est pas aujourd'hui qu'on décide d'un projet architectural. On lance la procédure.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Monsieur Morel, vous ne répondez pas à la question que je vous pose. Aujourd'hui nous ouvrons des droits à bâtir.

Monsieur Christophe MOREL

Non, nous lançons uniquement la procédure et pas un projet avec un nombre de m².

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous parle d'une modification de zone.

Monsieur Christophe MOREL

Il y aura une mise en ligne avec une concertation.

Monsieur Stéphane CASSARINI

On ne s'est pas bien compris. Oubliez le projet s'il vous plait. Je vous parle d'une modification de zone, c'est le vote de la délibération.

Monsieur Christophe MOREL

Non, on ne modifie pas une zone. Aujourd'hui on lance uniquement une procédure, c'est une intention.

Monsieur Stéphane CASSARINI

On modifie une zone. Suite à la modification de cette zone il y aura un projet. Je vous interroge sur les droits à bâtir qui vont naître du fait de la modification de cette zone. Pouvez-vous m'indiquer le plafond des droits à bâtir du fait de la modification de cette zone ? Peut-être qu'un fonctionnaire peut répondre s'il comprend mieux.

Monsieur Christophe MOREL

Nous n'avons pas défini d'emprise au sol, l'accès cela fera partie du projet qui va être élaboré.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Quelle est la surface qui passe en zone constructible ? Quel est le coefficient d'emprise au sol ?

Monsieur Christophe MOREL

Tout cela sera débattu ultérieurement, ce n'est pas aujourd'hui.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Quelle est la surface qui passe en zone constructible ? C'est 3 350 m² ?

Monsieur Christophe MOREL

Oui, il y aura un maximum de 4 500 m² d'emprise foncière. Ces terrains sont aujourd'hui en zone UJ et pour partie en zone agricole.

Monsieur Stéphane CASSARINI

On est bien d'accord que la zone agricole ne diminue pas car ce que l'on perd d'un côté on le rattrape de l'autre. Du fait de cette délibération, on a 4 500 m² qui deviennent constructibles.

Monsieur Christophe MOREL

Les droits à bâtir seront donnés ultérieurement.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Quel est le coefficient d'emprise au sol ?

Monsieur Christophe MOREL

De la zone UT ?

Monsieur Stéphane CASSARINI

Oui de la zone UT dans laquelle vont rentrer ces 4 500 m². Quel est le coefficient d'emprise au sol ?

Monsieur Christophe MOREL

Je ne peux pas vous répondre de la constructibilité aujourd'hui. Cela n'est pas défini. Cela va évoluer dans le cadre de la procédure.

Monsieur Stéphane CASSARINI

C'est 10 %, 20 %...

Monsieur Christophe MOREL

On ne peut pas regarder les choses par ce prisme.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous demande de me donner ce chiffre.

Monsieur Christophe MOREL

Où voulez-vous en venir ?

Monsieur Stéphane CASSARINI

Avez-vous entendu la question ? Je vous demande le coefficient de l'emprise au sol de la zone UT. Ce n'est pas une question piège.

Monsieur le Maire

Il y a une volonté de modifier le PLU pour permettre la réalisation de ce projet sur une zone qui aujourd'hui est en UJ. 25 % en UJ et 0.25 en UT. Sur l'implantation souhaitée sur ce projet il y a une partie en agricole et c'est pour cela qu'on lance une modification ce qui nécessite une procédure avec cette délibération. Une fois que cette procédure sera lancée, elle va être mise sur le site internet de la ville. Il va y avoir une concertation. Les gens pourront s'exprimer, la municipalité va écrire ce qui va être possible sur ce zonage là et la contrepartie agricole va être restituée sur une autre partie du terrain.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Ça j'ai compris. Je déduis que 4 500 m² passe en zone UT. Sur ces 4 500 m² aujourd'hui l'emprise au sol est de 24 %. On peut dire aujourd'hui qu'on peut construire un bâtiment de 1 200 m².

Monsieur le Maire

Non.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Il y a plein d'autres règles qui rentrent en jeu et peut-être vous allez pouvoir modifier les coefficients d'emprise au sol. Monsieur MOREL nous a dit que le projet se limiterait à quelques dizaines de m². Là, on modifie la zone avec les données d'aujourd'hui qu'on a obtenu au forceps, c'est 1 200 m² de surface au sol.

Monsieur Christophe MOREL

Monsieur CASSARINI, deux observations. D'abord, j'ai bien expliqué qu'il y avait une compensation. Les 4 500 m² sont déjà existants dans la zone UT. Ce potentiel que vous invoquez existe déjà. Deuxième point, ce n'est parce qu'on modifie une zone que tout va être construit. Ce n'est pas l'objet du projet puisque le projet c'est de faire un projet très qualitatif et dans le respect de l'environnement avec la valorisation d'une bastide du 18^{ème} siècle qui est aujourd'hui très délabrée. L'objet c'est de valoriser ce patrimoine bâti et de ne pas le déstructurer en construisant de manière excessive mais pour construire une aile supplémentaire adjacente dans le respect de l'environnement et pour éviter d'abattre des frênes et des tilleuls centenaires. Cette aile se situe dans cette zone agricole mais c'est pour préserver ces espaces et ces arbres que nous devons modifier le zonage. Par ailleurs, il faudra modifier les voies d'accès. Cette zone se situe entre l'avenue Henri Dunant et la bastide existante. Le projet se situe au nord de cette parcelle et pour permettre la réalisation de ces voies d'accès il faut passer en zone UT, ce n'est pas nécessairement pour du bâti mais pour des voies d'accès. C'est pour des questions de sécurité pour les pompiers. J'espère avoir répondu à vos questions.

Monsieur Stéphane CASSARINI

J'entends que le propriétaire veut protéger ses frênes, ses tilleuls... mais lorsque l'on vous explique que l'on donne à quelqu'un la possibilité de construire un bâtiment dont l'emprise au sol est de 1 200 m², il peut vous expliquer qu'il va faire un projet qualitatif.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas le cas.

Monsieur Christophe MOREL

Ce qui sera qualitatif pour lui ne le sera pas pour vous ni pour moi.

Monsieur Stéphane CASSARINI

C'est pour cela que je vous pose la question depuis le début. Vous ouvrez des droits à bâtir.

Monsieur Christophe MOREL

On ne donne pas des droits à bâtir on change des droits à bâtir.

Monsieur Stéphane CASSARINI

J'arrive à un résultat surprenant qui est de 1 200 m².

Monsieur Christophe MOREL

C'est théorique, il y a les voies d'accès. Le terrain est enclavé et en pente.

Monsieur Stéphane CASSARINI

1 200 m² pour un projet qui n'est pas finalisé mais qui ne devrait pas dépasser quelques dizaines de m² cela veut dire moins de 100. Là nous sommes à vingt fois plus. C'est pour cela que je vous interroge. Votre réponse aurait été plus directe en disant, voilà il y a tant de m².

Monsieur Christophe MOREL

On ne donne rien. On lance une procédure avec une intention. Il va y avoir une concertation publique, une enquête publique et le projet sera débattu, contesté le cas échéant et vous pourrez vous exprimer à ce moment-là.

Monsieur Stéphane CASSARINI

On me demande de me prononcer sur une délibération.

Monsieur le Maire

D'ouverture de procédure.

Monsieur Stéphane CASSARINI

La base de votre déclaration, j'en déduis que je pourrai voter cette délibération car seulement quelques dizaines de m² seront construits. Nous sommes bien d'accord ?

Monsieur Christophe MOREL

Ce n'est pas du tout cela.

Monsieur le Maire

On ouvre une procédure, cette procédure va permettre que l'on présente un projet. Ce projet va être public, il sera débattu et après nous reviendrons devant l'assemblée délibérante pour voter ou non cette modification.

Monsieur Christophe MOREL

Là, on vote l'intention. Il y a un intérêt économique certain. Je vous rappelle que la bastide Saint-Antoine emploie plus de 80 personnes, cela fait partie du rayonnement de la ville de Grasse. Aujourd'hui, le sujet c'est l'intention et non pas un nombre de m² de bâti.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Maître MOREL, je ne suis pas là pour critiquer le projet. Je m'étonne d'entendre que sur un projet que vous ne connaissez pas totalement, on m'explique que pour construire quelques dizaines de m² on va octroyer 1 200 m² de droit à bâtir au sol.

Monsieur le Maire

On ne va pas passer l'après-midi sur un sujet que vous ne comprenez pas.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pour voter, j'ai besoin d'informations qui sont contradictoires. Cela me rappelle la chapelle du Petit-Paris, je me souviens vous disiez : « ne vous inquiétez, je suis là, je veille au patrimoine et aujourd'hui la chapelle du petit Paris c'est un hall d'immeuble. Lorsque l'on vous fait confiance on est souvent trahi. Je ne comprends pas que pour construire quelques dizaines de m² on donne des droits à bâtir de 1 200 m² de surface au sol.

Monsieur Christophe MOREL

Vous ne voulez pas comprendre. Je vous ai expliqué qu'il y a des voies d'accès.

Madame Alexane ISNARD

Moi, ce que j'ai compris c'est qu'il s'agit d'un transfert de parcelle et donc, au final, on garde notre parcelle agricole avec la même superficie.

Monsieur le Maire

Oui. Tout à fait. Ce n'est pas notre parcelle mais la sienne. Je récapitule, Monsieur CHIBOIS a acheté la maison qui se trouve en dessous de la bastide Saint-Antoine. Cette maison, bastide du 18^{ème}, il veut en faire un projet. Sur l'aile gauche de la maison, il y a des grands frênes, tilleuls. Il ne souhaite pas couper ces arbres. Il y a une implantation sur la partie gauche. Sur cette aile gauche une partie est en zone agricole. Ne pouvant pas construire sur de la zone agricole, on propose de faire une modification. Cette zone agricole va être compensée ailleurs puisqu'il a déjà ses droits à bâtir d'une zone UT et on va remplacer cette zone là en zone UT qui va permettre la réalisation de ce projet sans abattre les arbres. Pour ce faire nous devons ouvrir une enquête. Ce qui ne veut pas dire que le projet architectural est finalisé et que les permis sont prêts. On ouvre réglementairement aujourd'hui une intention. Cette intention va être suivie d'une publication sur le site de la ville pendant 2.5 mois et dans ce délai les gens vont demander plus d'informations, il va y avoir un débat contradictoire et après on reviendra devant le Conseil Municipal pour arrêter cela. Ensuite, il y aura une enquête publique qui permettra de valider cette modification de cette zone agricole en zone UT pour ce transfert de m². Comme l'a dit Madame ISNARD, il n'y a pas de perte de zone agricole.

Madame Alexane ISNARD

C'est de veiller de conserver la zone agricole et d'encourager ce projet pour le rayonnement de notre ville.

Monsieur Christophe MOREL

Les parcelles sont en pente et ne permettent pas de projet agricole alors que les parcelles en zone UT sont des planches avec des oliviers et sont exploitées par Monsieur CHIBOIS. C'est tout à fait bénéfique.

Monsieur le Maire

Dès que ce sera décidé on pourra transmettre le futur règlement qui va s'appliquer sur ce zonage. Il sera à quatre fois validé : par une enquête publique, une concertation publique, par un arrêté et un vote. Aujourd'hui, la procédure c'est le démarrage de la révision.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Là, c'est beaucoup plus clair. Merci.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité et nous permet de déclencher cette réflexion et de suivre cette procédure réglementaire qui sera contrôlée et validée par tous si vous le souhaitez.

**2021 - 83 RENOUVELLEMENT URBAIN
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES
SUR LE CENTRE HISTORIQUE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES
SUR PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
ANNULATION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES**

Monsieur Christophe MOREL

Dans le cadre de sa politique de Renouveau Urbain, la ville de Grasse, dès 2015, a décidé de soutenir différentes actions sur le centre historique, classé Secteur Sauvegardé, en renouvellement pour cinq années cette opération (2021/2025) :

- Pour les propriétaires qui réaliseraient des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades sur le périmètre du centre historique.
- Pour ceux qui réaliseraient des travaux d'amélioration des devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola.
- Pour les copropriétés qui restaureraient leurs portes, mascarons et heurtoirs dans le centre historique de Grasse.

Ces soutiens de la part de la commune ont pour objectifs :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de donner une continuité linéaire de vitrines et de façades réhabilitées,
- de valoriser les entrées de ville mais aussi de créer le lien entre les parties attractives et celles en devenir,

Ainsi, avec l'aide active des équipes de la SPL Pays de Grasse Développement en charge de l'accompagnement des copropriétés et des relations avec l'Architecte des Bâtiments de France :

Pour les façades :

- 33 immeubles représentant 52 façades ont été entérinés
- 23 immeubles représentant 28 façades ont été ravalés
- 10 immeubles représentant 24 façades sont en cours de travaux ou de levées de réserves

Pour le changement des devantures commerciales :

- 10 devantures commerciales ont été changées depuis 2016
- 3 devantures commerciales n'ont pas encore été changées

Pour la rénovation des portes :

- 54 portes entérinées
- 43 portes ont été rénovées
- 11 portes en cours ou devraient être rénovées prochainement

Il vous est proposé d'une part d'approuver l'attribution de subventions municipales et d'autre part l'annulation de subventions en raison d'une caducité des autorisations d'urbanisme, ou de changement de propriétaire ou de syndic. Concernant l'attribution d'une subvention municipale, il s'agit d'une subvention totale de 35 211,36 € pour les travaux de ravalement des façades et rénovation de l'immeuble situé au 18, rue Amiral de Grasse dont le bénéficiaire est la SCI Cour de FONTMICHEL.

Concernant l'annulation de plusieurs subventions municipales, il s'agit de :

Commerce 1-3 place aux Aires – 06130 GRASSE

Bénéficiaire : Madame Carmen Tirota

Nom du commerce : « Carmen Woman »

DCM du 27 juin 2017

Subvention allouée : 621,50 €

Porte 21 rue Amiral de Grasse – 06130 GRASSE

Bénéficiaire : Copropriété 21 rue Amiral de Grasse

Syndic : Azur Home Management

DCM du 12 décembre 2017

Subvention allouée : 350 €

Commerce 25 place aux Aires – 06130 GRASSE

Bénéficiaire : SCI Trois Vingt et Un

Nom du commerce : « Rock and Cook »

DCM du 26 juin 2018

Subvention allouée : 3.000 €

Commerce 9 rue Jean Ossola – 06130 GRASSE

Bénéficiaire : Monsieur Gilbert Beghelli

Nom du commerce : « La Spaghetteria »

DCM du 25 septembre 2018

Subvention allouée : 3.000 €

Façade et porte 2 rue Paul Goby – 06130 GRASSE

Bénéficiaire : copropriété 2 rue Paul Goby

Syndic professionnel actuel : Cabinet Roulland (en remplacement de ALLFRA Immobilier)

Subvention totale façade et porte : 28 080 €

Je vous demande de bien vouloir autoriser à procéder aux versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessus, sur présentation des factures après contrôle par les services de la ville, autoriser à procéder à l'annulation des subventions pour les dossiers cités ci-dessus et dire que les montants précités seront imputés au budget communal.

Madame Alexane ISNARD

Je ne peux que regretter qu'il y ait eu des annulations. Nous nous sommes toujours positionnés pour les subventions qui sont données pour les façades et la rénovation des portes. Ne peut-on pas communiquer auprès des propriétaires ? On sait que la crise du covid est passée par là et qu'effectivement ce sont des investissements qui ont dû être reportés par les particuliers. Il y a un vrai travail des élus et il faut aller encore plus loin.

Monsieur Christophe MOREL

Tout à fait et c'est pour cela que j'ai pris le temps de rappeler le montant de ces subventions et les conditions. La SPL fait des informations régulièrement. Elle vient encore de faire ce travail et nous l'en remercions.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous allons relancer à nouveau car nous voulons que notre ville s'embellisse. Nous sommes dans une dynamique de changement.

2021 - 84 CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL COMMUNE DE GRASSE / 3F SUD – OPERATION « LA BRISE »

Monsieur Christophe MOREL

La société HLM 3F SUD envisage de réaliser une opération de construction de 31 logements dont 14 logements sociaux, sur un terrain de 5 518 m² situé au 6 avenue Yves-Emmanuel BAUDOIN à Grasse et cadastré section BD n° 143. La surface de plancher de l'opération représente environ 2 194 m². A cet effet, le pétitionnaire a obtenu un permis de construire délivré par la ville de Grasse le 21 décembre 2017 et a déposé une demande de permis de construire modificatif le 30 avril 2021. Cette opération rend nécessaire la réalisation de travaux sur des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Ville, à savoir des travaux de restructuration de la voie d'accès du chemin de la Chapelle des Chiens pour un coût prévisionnel de 358.542 € HT.

Ceux-ci comprennent notamment :

- La démolition et le repositionnement des bordures des trottoirs et des îlots,
- Le terrassement en masse et en tranchée à partir et au-dessus du niveau de la chaussée,
- La maçonnerie en agglomérés à bancher et en béton pour mur en élévation ou soutènement,
- La préparation et le revêtement aux enrobés des trottoirs,
- Le rabotage et la pose d'un revêtement de chaussée,
- La fourniture et la pose de fourreaux, de tampons et regards en béton,
- Le marquage horizontal,
- Etude de sol et étude béton.

Les travaux projetés sont rendus nécessaires par l'opération réalisée mais ceux-ci bénéficieront également aux constructions avoisinantes dont le nombre de logements est équivalent, le pétitionnaire financera donc la réalisation de ces travaux à hauteur de 50 % du montant H.T. des travaux visés à l'article 3, soit un montant prévisionnel de la participation de 180 000 €.

Le pétitionnaire s'acquittera par ailleurs de la Participation Forfaitaire à l'Assainissement Collectif (PFAC) pour le réseau d'assainissement dont le montant n'est pas intégré dans la convention de PUP. L'opération sera exonérée de la part communale de la taxe d'aménagement pendant une période de 10 ans, conformément à l'article L 332-11-4 du code de l'urbanisme. Les modalités de paiement de la participation du pétitionnaire sont les suivantes :

- Un premier versement de 36 000 €, correspondant à 20 % de la participation financière globale du pétitionnaire, dans les 6 mois du caractère définitif du permis de construire de l'opération.
- Un second versement de 108 000 €, correspondant à 60 % de la participation financière globale du pétitionnaire, dans les 12 mois du caractère définitif du permis de construire de l'opération.
- Un troisième versement du solde, soit 36 000 €, à la déclaration d'achèvement des travaux de l'immeuble.

Ces versements seront dus à la commune de Grasse sous réserve du caractère définitif du permis de construire de l'opération. Le paiement de la participation financière pour les travaux de voirie s'effectuera par virement bancaire sur le budget principal de la ville de Grasse. Pour sa part, la commune de Grasse s'engage à réaliser les travaux de requalification du chemin de la Chapelle des Chiens. La commune s'engage à achever les travaux dans les 24 mois suivant le caractère définitif du permis de construire de l'opération ainsi que des versements par le pétitionnaire de la participation prévue par la présente convention. Ce délai pourra être modifié par avenants en cas de retards causés par des événements extérieurs susceptibles de ralentir ou interrompre les travaux. Il est donc proposé d'approuver les dispositions de la convention de Projet Urbain Partenarial entre la Commune de Grasse et la SA HLM 3F SUD.

Monsieur Paul EUZIERE

Une explication de vote. On ne votera pas cette délibération car elle concerne 3F SUD. Comme je l'ai dit à la Communauté d'Agglomération, nous en avons assez de ce monopole, de ce quasi-monopole de cette société sur tous les projets dits « sociaux » à Grasse.

Monsieur le Maire

Là, c'est eux qui nous donnent de l'argent pour faire des places de parkings.

Monsieur Christophe MOREL

La Brise était fermée depuis de nombreuses années. C'est un bâtiment important et c'est important de pouvoir le requalifier et de le remettre en état. Cela permet d'accueillir des gens. 50 % de logements sociaux.

Monsieur Paul EUZIERE

Il n'y a que 3 F SUD qui peut le faire ?

Monsieur Christophe MOREL

C'est eux qui se sont positionnés.

Monsieur Paul EUZIERE

Comme toujours.

Monsieur Christophe MOREL

Non, il y a d'autres bailleurs qui interviennent sur la commune.

Monsieur Paul EUZIERE

On fera les proportions.

Monsieur Christophe MOREL

Si vous voulez.

Monsieur le Maire

L'esprit c'est leur demander de financer les places de parking dans la rue. Je ne vous ferai pas changer d'avis, je crois.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix) votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 85 ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU BOIS FLEURI
 ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE
 DES PARCELLES SECTION DZ N° 661, 663, 665 ET 667**

Monsieur Christophe MOREL

La société COGEDIM MEDITERRANNEE a réalisé un programme immobilier consistant en 51 logements à l'angle du boulevard Emmanuel ROUQUIER et du chemin du Bois fleuri. Les travaux ont été réalisés conformément au permis de construire dont l'arrêté prévoyait des prescriptions relatives à l'aménagement du débouché du chemin communal du Bois fleuri sur le boulevard Emmanuel ROUQUIER afin que les usagers puissent s'engager en toute sécurité. La société COGEDIM MEDITERRANNEE a proposé à la commune la cession de ces espaces aménagés dont la vocation est d'intégrer le Domaine Public communal par leur nature de voie et trottoir, moyennant le versement de l'euro symbolique. Cette délibération vise à adopter le principe de l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée Section DZ n°665 sise boulevard Emmanuel ROUQUIER d'une surface de 54m² et des trois parcelles sises Chemin du Bois fleuri, respectivement cadastrées Section DZ n°661 pour 146 m², n°663 pour 99 m² et n°667 pour 62 m² appartenant à la société COGEDIM MEDITERRANNEE et d'autoriser Monsieur le Maire à signer pour le compte de la Commune les actes à intervenir pour le transfert de propriété au profit de la collectivité.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 86

MISE EN VENTE D'UNE MAISON A REHABILITER RUE DU JEU DE BOULES

Monsieur Christophe MOREL

Cette délibération vise à autoriser Monsieur le Maire à mettre en vente via la plateforme en ligne de la chambre des notaires la partie de la parcelle cadastrée Section DP n°81, d'une surface de 258m², sur laquelle est présente une petite maison à réhabiliter, rue du Jeu de boules au Plan de Grasse. Pour cela, la mise à prix sur le Service « Immo-Interactif » est fixée à 55 000 euros, valeur vénale estimée par la brigade d'évaluation du Domaine et le prix de réserve net vendeur, en deçà duquel aucune offre ne sera acceptée, est fixé à 70 000 euros. Le conseil municipal sera informé du résultat de la procédure tant sur l'identité de l'attributaire que sur le montant de l'offre retenue, et devra autoriser la cession.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

Madame ISNARD (2 voix) s'abstient.

La délibération est adoptée à la majorité.

2021 - 87

ACQUISITION D'UN LOCAL COMMERCIAL 12 BOULEVARD CARNOT

Monsieur Christophe MOREL

Cette délibération vise à adopter le principe de l'acquisition des lots n°1071, 1072, 1089 et 1090 de la copropriété « La Palmeraie » appartenant à l'Indivision FABRE-GREFEUILLE, lots qui constituent un local commercial de 67 m² environ avec belle vitrine moyennant le versement de la somme de 68 000 € et de 5 000 € au titre des frais d'agence à l'Agence De Provence titulaire d'un mandat exclusif pour la vente de ces locaux. Ainsi, la commune entend maîtriser l'implantation commerciale sur le boulevard Carnot actuellement en cours de requalification. Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer pour le compte de la Commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment, l'acte authentique appelé à constater le transfert de propriété au profit de la collectivité.

Monsieur Stéphane CASSARINI

A quoi sert cette acquisition et quel est le projet derrière.

Monsieur le Maire

On s'est lancé dans une requalification du boulevard Carnot. Dans ce boulevard Carnot il y avait trois problèmes majeurs. Un abandon commercial du boulevard, un abandon de l'ancien hôtel de Police et des impôts. Nous y avons intégré la maison du département. Nous avons investi avec le département 1 700 000 € pour amener les MSD de Grasse nord et Grasse sud. Différents locaux ont été rachetés par le département pour ouvrir à terme une maison des séniors, pour ouvrir des services départementaux avec la création de 14 places de parking supplémentaires livrés en septembre avec la requalification du giratoire Rastining Mathias Duval. Nous avons la volonté de retrouver de la rotation commerciale, de la qualité. Cocorico poulet qui était fermé et à l'abandon n'était pas une image suffisante. Nous sommes passés dans une phase d'acquisition à hauteur de 68 000 € afin de maîtriser cela et demain avoir des locataires qualitatifs qui vont venir changer cette façade. C'est notre volonté de moderniser le boulevard.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Dans notre société le commerce devrait se vendre, être acquis par quelqu'un qui aura vocation à s'investir, à embellir ...Le public intervient mais la ville est déjà propriétaire d'incalculable cellules commerciales dans le centre historique comme la rue de l'Oratoire. Le bilan montre que la ville ne fait pas forcément mieux que le privé. Je suis surpris de constater qu'on n'est pas capable de réimplanter des commerces dans la rue de l'Oratoire et qu'on achète encore des cellules alors que dans d'autres villes comme Mouans-Sartoux, Mougins, Valbonne, ils ont des commerces florissants.

Monsieur le Maire

C'est pour cela qu'on intervient.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Les autres villes n'interviennent pas et cela fonctionne.

Monsieur le Maire

Je préfère qu'on intervienne pour maîtriser ces cellules et qu'il ne s'ouvre pas n'importe quoi.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Là, il ne s'ouvre rien pour l'instant.

Monsieur le Maire

L'ambition c'est que l'on maîtrise et qu'on fasse quelque chose de qualitatif.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Si vous y arrivez, c'est bien.

Monsieur le Maire

Nous allons y arriver tous ensemble. Si vous votez cela, on pourra revendiquer cette démarche volontariste.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je suis dans la démarche volontariste à 100 %. Je m'étonne que dans notre ville on achète les commerces pour les relancer.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous espérons rapidement démontrer une belle façade, quelque chose qui ira dans l'élégance de ce boulevard. J'en profite pour remercier Monsieur ROUSTAN, Monsieur PELLEGRINO, Monsieur DIAZ et ses équipes qui travaillent sur ce sujet.

Monsieur Christophe MOREL

Afin d'assurer la maîtrise foncière nécessaire à la requalification de l'îlot Placette, compris dans le secteur sauvegardé du centre historique de Grasse, et constitué des immeubles sis au 14, 16 et 18 traverse de la Placette d'une superficie au sol d'environ 171m², il convient d'approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique avec enquête parcellaire conjointe, porté par l'Etablissement Public Foncier PACA, missionné dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le site « Action Cœur de ville » et notamment sur le tènement précité. Ainsi les 4 lots qui n'ont pas pu être acquis par voie amiable à ce jour, pourront être maîtrisés.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pourquoi avons-nous la nécessité d'avoir recours à cette déclaration d'utilité publique, Maître MOREL ?

Monsieur Christophe MOREL

Parce que nous ne sommes pas parvenus à acquérir à l'amiable ces lots. Les personnes n'étaient pas favorables.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pourquoi les personnes n'étaient pas favorables ?

Monsieur Christophe MOREL

Les prix proposés étaient trop bas pour elles et certains n'ont pas répondu.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Le respect de la propriété privée est quelque chose d'important et moi cela me gêne de voter une délibération pour exproprier des gens surtout qu'on a un passif à Grasse. Je pense à la zone des hangars, où les gens ont été expropriés par la force publique parce qu'il y avait un projet et ensuite on vend à un promoteur. Ce ne sera peut-être pas le cas ici, enfin j'espère. Tout doit être mis en œuvre pour éviter ces procédures. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Monsieur Christophe MOREL

Lorsque l'on peut éviter ce genre de procédure, c'est préférable pour tout le monde y compris pour la collectivité. Ce sont des procédures lourdes et contraignantes, coercitives. Nous souhaitons ne pas les mettre en œuvre lorsque cela est possible. Les démarches vont se poursuivre auprès des personnes qui ne nous ont pas répondu. Malgré le lancement de cette procédure nous souhaitons obtenir des accords amiables avec les propriétaires.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI s'abstiennent. La délibération est adoptée à la majorité.

Madame Aline BOURDAIRE

La délibération du conseil municipal du 26 juin 2018 relative à la taxe de séjour doit être actualisée en fonction des nouvelles dispositions des lois de finances des 28 décembre 2019 et 30 décembre 2020.

Il s'agit en particulier :

- de la prise en compte de toutes les natures d'hébergement, y compris les auberges collectives ;
- de la modification du plafond applicable aux hébergements en attente de classement ou sans classement : ce plafond est désormais le tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Excepté ce plafond, la grille tarifaire reste inchangée.

Le mode de perception au réel de la taxe reste en vigueur, ainsi que la période de perception (du 1^{er} janvier au 31 décembre) et le reversement trimestriel de la taxe.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 90 ORGANISATION DE LA FETE DE LA BIERE

Madame Aline BOURDAIRE

La ville de Grasse organise du 2 au 5 septembre 2021 une nouvelle édition de la fête de la bière. Les services traiteurs et boissons seront proposés durant la manifestation par des food trucks ou des prestataires situés dans un chalet ou sur un emplacement mis à disposition par la ville de Grasse. Pour assurer ces prestations, les prestataires devront remplir un dossier d'inscription de réservation du domaine public, accompagné d'une attestation d'assurance. Concernant les chalets, Food trucks et les emplacements, il convient de voter une tarification qui permettra au service foires et marchés d'encaisser les recettes générées par cette manifestation. Il sera également proposé des mises à disposition gratuites pour certains partenaires ayant collaboré étroitement à l'organisation de cette manifestation. Ils pourront bénéficier selon les espaces disponibles d'un emplacement à titre gracieux, sous forme de stand ou d'un espace dédié. Il leur sera néanmoins demandé de remplir un dossier d'inscription de réservation du domaine public avec une attestation d'assurance. Afin de réguler les réservations de l'esplanade du Cours Honoré Cresp par les prestataires « Chalets et Food trucks », il sera demandé un chèque de caution d'un montant de 100 € avant la manifestation par le service Événementiel. Je vous demande de bien vouloir approuver les tarifs suivants :

- Caution pour réservation les chalets, food trucks et les emplacements : 100 € TTC.
- Gratuité d'occupation du domaine public pour les partenaires ayant collaboré étroitement à la manifestation.
- Chalets, Food Truck, emplacements: 350 € T.TC

Monsieur le Maire

Nous notons à ce moment du Conseil Municipal que Monsieur CASSARINI et Madame LAZREUG ont quitté la salle.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 91 **PHYT'AROM GRASSE**
20ème CONGRES INTERNATIONAL D'AROMATHERAPIE ET
DE PHYTOTHERAPIE APPLIQUEES - REPORT DU CONGRES AUX 25 & 26 MARS 2022
VALIDATION DE REMBOURSEMENT DES INSCRIPTIONS

Madame Aline BOURDAIRE

La 20^{ème} édition du congrès PHYT'AROM GRASSE initialement programmée les 1^{er} et 2 octobre 2021 au Palais des Congrès de Grasse doit être reportée aux 25 & 26 mars 2022. Ce report est commandé par deux inconnues majeures :

- L'évolution incertaine de la situation sanitaire à l'automne et les restrictions de déplacement et de jauge qui pourraient en découler ; les orateurs et l'auditoire du congrès étant de provenance nationale et internationale.
- La présence prolongée au-delà du 30 septembre du centre de vaccination au palais des congrès qui pourrait être imposée par les instances officielles.

Cette décision de report est prise très en amont afin d'éviter d'une part aux participants d'engendrer des coûts potentiellement non remboursables (réservation de leur billet d'avion ou de train ou encore de leur hébergement) et d'autre part à la collectivité d'engager des frais de report tardif (réimpression de flyers, frais d'annulation de fournisseurs...).

Pour les participants dont l'inscription a déjà été réglée, deux options leur seront proposées :

- Reporter leur inscription au mois de mars 2022 (option qui sera majoritairement suivie).
- Demander le remboursement intégral de leur inscription (faible probabilité).

Je vous demande d'adopter les dates de report du congrès PHYT'AROM GRASSE aux 25 & 26 mars 2022.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 92 **DEMOCRATIE PARTICIPATIVE**
CONSEILS DE QUARTIERS
PERIMETRE ET FONCTIONNEMENT

Monsieur François ROUSTAN

Comme vous avez pu le lire dans la délibération, en raison de son étendue, Grasse fait partie des villes pionnières en matière de démocratie de proximité puisque depuis plusieurs décennies, la ville a organisé ses hameaux, les dotant de Mairies annexes, d'élus municipaux délégués, d'agents municipaux administratifs, techniques et de policiers municipaux. Considérant que dès 1995, étaient créés les Conseils de Quartiers devant le projet de Loi intitulé « Démocratie de proximité » qui rend obligatoire la mise en place des conseils de quartier dans les villes de 80 000 habitants. Il est souhaité préciser les quartiers sur lesquels sont mis en place des conseils de quartiers, préciser leurs limites. Cette mise à jour du découpage a pour principal objectif d'améliorer et d'optimiser l'action publique et administrative en donnant un référentiel commun connu par tous. Cela permettra de valoriser et mieux identifier les élus référents mais aussi les référents de l'administration. Les cartes ayant plus de 10 ans, cette mise à jour a permis d'homogénéiser et mettre en cohérence plusieurs périmètres qu'ils soient opérationnels, (nettoyage, intervention réseau routier) ou administratif avec la création d'un quartier grand centre afin de donner corps au projet de revitalisation cœur de territoire. Outre ces éléments de contexte, dans la délibération sont précisés les éléments de fonctionnement des conseils de quartiers :

- Les périmètres des quartiers avec une cartographie et les noms des voies,
- Le mode de composition et nomination des membres,

- Les missions des conseils de quartiers, (cadre de vie, social, voie, circulation, stationnement, commerce, sécurité, aménagement, urbanisme),
- La tenue des séances, nombres de réunions et déroulement.

Avant de conclure et de vous demander de bien vouloir approuver les quartiers sur lesquels sont installés des conseils de quartiers, leur périmètre et leur fonctionnement à compter du 1er juillet 2021, je souhaite remercier tous les intervenants qui m'ont accompagné dans cette démarche, les Elus de quartiers, Mesdames Anne SZELAG, Mélanie ZARRILLO et Messieurs Yann CLERC et David BOSELLI.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Juste une remarque sur le fonctionnement. Peut-on envisager de doter les comités de quartier de petits budgets autonomes ? Pour avoir été membre des comités de quartier et en présider certains, des demandes pourraient être réglées directement avec l'élu du moment où on a un budget. Cela peut-être un changement de banc, deux ampoules à changer ... Dans cette délibération peut-on au-delà du rôle consultatif faire en sorte que les comités de quartier soient opérationnels sur le terrain ? Merci.

Monsieur le Maire

Merci pour votre contribution. L'objectif est plutôt dans l'approche participative des quartiers. Ce n'est pas pour déléguer les moyens financiers, les moyens des services techniques. Les services de proximité, que je salue, sont là pour gérer ce genre de chose. Ce serait ridicule de faire des régies financières, de rajouter du transfert d'organisation, s'il faut transférer des compétences, l'organisation, les finances, la comptabilité, l'enregistrement des pièces comptables, le secrétariat, la traçabilité, le contrôle. Je pense que cela se passe plutôt bien dans les conseils de quartier. Je salue les élus qui animent ces conseils de quartier. Ce n'est pas tous les jours facile. Il y a tous les jours des doléances et je pense que les services municipaux sont réactifs sur ces sujets.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Je ne mettais pas en cause la réactivité des services municipaux. Ma remarque est plus de responsabiliser davantage les membres du comité de quartier pour qu'ils se sentent plus utiles.

Monsieur le Maire

Merci. Nous n'avons pas l'esprit de déléguer des sommes pour les raisons que je viens d'évoquer.

Monsieur Paul EUZIERE

Lorsque je lis cette délibération, cela me rajeunit comme certains qui étaient au Conseil Municipal il y a 21 ans. Ce sont les mêmes termes que la délibération d'il y a 21 ans. A l'époque on aurait pu penser qu'on était à l'avant-garde. Monsieur LELEUX, votre prédécesseur, collectionnait les statuettes et les prix de démocraties participatives. Lorsqu'on a instauré ces comités de quartier à Grasse nous avons fait part de quelques inquiétudes notamment sur la conception des comités de quartier qui à notre sens, si on regardait les expériences françaises et étrangères, ne devaient surtout pas être des annexes, des appendices de la municipalité fonctionnant de haut en bas mais plutôt de bas en haut et faire part dans toute la diversité, toutes les contradictions qui existent des sentiments et des ressentiments parfois de nos concitoyens. L'usage a fait que c'est devenu des courroies de transmission municipale et qu'on a été loin du compte. La proposition que fait Jean-Paul CAMERANO, elle va dans le sens de ce qui aurait été souhaitable c'est-à-dire de rendre des comités de quartier autonomes et souples dans leur conception et ouvert. C'est cela la démocratie participative. Là on a des usines à gaz qui sont la plupart du temps des courroies de transmission de la volonté municipale. On est très loin de la volonté participative. Des comités de quartier qui ne disposent pas, par exemple, de la liste des permis de construire, qu'on sache ce qui se construit dans les quartiers au moins pour les gros projets. Des comités qui sont sans moyens et qui sont avalisés par le Maire, ce sont des caricatures de comités de quartier ce n'est pas du tout de la démocratie, de la participation, de la vie collective souhaitable dans une municipalité. Il y a vingt ans, on aurait pu penser qu'on était à l'avant-garde, aujourd'hui on est à l'arrière-garde. On votera pour. La Loi de

proximité de JOSPIN, elle était partie avec des compétences qui étaient prévues pour ces comités de quartier et puis les débats ont fait qu'au fil des navettes on a vidé de tous leurs contenus ces comités de quartier et de toutes leurs possibilités. Aujourd'hui on a des comités atrophiés. En France on a souvent des grandes déclarations et ensuite les tristes réalités. On va voter mais sans illusion parce qu'on a un recul de 21 ans. J'ai fait partie du comité de quartier de la Blaquièrre et je me suis fait virer parce que je n'étais pas d'accord et je n'étais pas le seul.

Monsieur le Maire

Il y a 21 ans.

Monsieur Paul EUZIERE

Cela ne fait pas 21 ans et cela ne change rien. Avec le recul de l'expérience, par exemple sur les emprunts toxiques, sur le PPP, on sait ce que l'on dit généralement. Je me suis fait virer pour non orthodoxie, pour avoir levé des questions qui n'étaient pas dans le bon cadre.

Monsieur le Maire

On ne vous a jamais viré.

Monsieur Paul EUZIERE

Si, mais ce n'était pas vous. C'était avant 2014. On punit ceux qui ne pensent pas comme il faut penser. C'est une conception naturelle, normale. Tout pouvoir a tendance à s'exercer absolument. A partir du moment où on ne crée pas des conditions de participation effective, les mêmes délibérations produisent les mêmes effets. On vient d'avoir une démonstration de la démocratie française, pour reprendre le terme d'un livre de Monsieur Giscard d'Estaing. Au premier tour et au deuxième tour des élections départementales et régionales avec le taux de participation faramineux que nous avons eu, cela ne pose pas de question.

Monsieur le Maire

Si, on fait des conseils de quartier.

Monsieur Paul EUZIERE

Si on ne sort pas des conseils de quartier mis en place par Monsieur LELEUX en 2 000 et qu'ils ont poursuivis ensuite, ça ne sert à rien.

Monsieur François ROUSTAN

Il y a eu un affichage officiel à toutes les Mairies annexes, il y a des gens qui sont intéressés pour ces actions. Ils ont fait une candidature officielle. Nous les avons traitées, il n'y a pas eu de sélection pour Monsieur on contre Monsieur VIAUD. Je souhaite que ces comités de quartier soient une valeur ajoutée pour moi qui travaille en coopération dans tous les quartiers.

Monsieur le Maire

Merci Monsieur ROUSTAN, et ce que je vais proposer c'est de vous inviter Monsieur EUZIERE au conseil de quartier des fleurs de Grasse. Venez prendre du temps car vous allez découvrir des choses bien différentes.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous trouvez que je ne prends pas assez de temps pour l'administration municipale et communautaire. Si vous voulez je vous fais la liste.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas ce que j'ai dit. Venez au conseil de quartier de Monsieur DAUPHOUD et vous allez être séduit.

Monsieur Paul EUZIERE

Comme je connais par cœur cette délibération, car je l'ai critiqué lorsqu'elle a été présentée par Monsieur LELEUX, je vous cite et cela va en contradiction avec ce que vient de dire François ROUSTAN :

Chapitre IV - NOMINATION DES MEMBRES DES CONSEILS DE QUARTIERS

Ces nominations interviendront après une étude approfondie de chaque candidature, sur la base d'un courrier de motivation. Il sera tenu compte de la connaissance de la vie du quartier et de l'assiduité de chaque candidat. En cas de deux absences constatées non motivées, sa nomination pourra être remise en question.

Chapitre VIII - PRESENCE OFFICIELLE DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE :

Monsieur le Maire peut demander à son Administration d'assister aux séances de travail des Conseils de Quartiers. En tout état de cause, le Cabinet du Maire assurera la tenue et la direction des conseils de quartiers, il sera assisté de l'Administration municipale.

Vous trouvez cela de la démocratie participative. Moi, j'appelle cela de la démocratie verticale. Je vous renvoie à l'histoire.

Monsieur Ali AMRANE

Déjà les comités de quartier ne sont pas des usines à gaz. Ce sont des bénévoles qui malheureusement à cause de la crise sanitaire ne se sont regroupés qu'une seule fois. Ils font évoluer le quartier dans différents domaines que ce soit pour des petits travaux exemple : une poubelle à faire rajouter. Les gens du quartier viennent nous voir avant que les conseils de quartier se réunissent pour faire part à la secrétaire de ce qui va et ce qui ne va pas dans le quartier pour que Monsieur le Maire fasse voter les budgets lorsqu'il y a des petits travaux à effectuer. Monsieur ROUSTAN suit cela avec les adjoints et moi-même et nous faisons toujours un retour de ce qui va se faire ou pas au comité de quartier.

Monsieur Gilles RONDONI

Le débat suscite de la passion mais véritablement les choses ont pu changer. Au plan de Grasse, il y a une vraie diversité, une pluralité d'avis sur le conseil de quartier. Je vous ferai transmettre les participants du conseil de quartier au Plan de Grasse. Vous y verrez l'émanation. C'est une vraie richesse pour les élus locaux que de n'être pas dans une chambre d'enregistrement politique, verticale comme vous l'avez dit mais d'avoir une valeur ajoutée, des opinions différentes. Moi, je vis comme cela, je milite comme cela parce que nul ne détient la science infuse sur tout.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Est-ce que les 45 élus peuvent assister à des comités de quartier ou pas ?

Monsieur le Maire

Oui, dans votre quartier.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Uniquement dans le quartier où on vit c'est cela ?

Monsieur le Maire

Oui c'est ce que l'on vient de voter.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Nous sommes élus de Grasse et pas d'un quartier. Est-ce que je peux assister à un conseil de quartier à Saint-Jacques ?

Monsieur le Maire

Non. Il faut s'engager dans son quartier. Les comités de quartier sont pour les quartiers.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Comme Monsieur Paul EUZIERE a été viré, je propose qu'on le réhabilite.

Monsieur le Maire

Excellente proposition et cela lui permettra d'ouvrir les yeux. Vous êtes resté sur un mauvais sentiment et je pense que vous y prendrez du plaisir. Faites-moi une petite demande motivée.

Monsieur Paul EUZIERE

Je n'ai aucune motivation.

Monsieur le Maire

Vous allez voir, vous allez découvrir quelque chose de formidable. Vous êtes resté sur une mauvaise impression d'il y a 21 ans.

Monsieur Paul EUZIERE

Et qui correspond à la délibération présentée.

Monsieur le Maire

Pas du tout.

Monsieur François ROUSTAN

Je vous propose de venir au Conseil de quartier de Saint-Jacques car vous dépendez de Saint-Jacques et cela vous permettra de voir. Vous verrez que parfois les choses changent.

Monsieur Paul EUZIERE

Je partage le même point de vue que Jean-Paul CAMERANO. Nous sommes élus de la ville. On est élu communautaire et on va être obligé d'être élu dans le quartier.

Monsieur le Maire

Il y a un comité de quartier qui travaille sur le quartier.

Madame Alexane ISNARD

On doit avoir le droit de pouvoir y assister.

Madame Anne-Marie DUVAL

Moi, j'emploie le nom de conseil de quartier car le mot comité me fait penser au comité syndical. Le conseil de quartier de Saint-François est très étendu et les conseillers de quartier se présentent en fonction de leur zone géographique puisque le but est de faire remonter ce qu'ils observent, ce qu'ils souhaitent. Ce sont des zones géographiques, des yeux et des oreilles des élus. C'est le but. J'ai un conseil de quartier particulièrement musclé et moi aussi avec Monsieur ROUSTAN, je vous invite un soir.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Nous n'avons pas le droit de venir.

Madame Anne-Marie DUVAL

Il nous est arrivé d'inviter des élus en fonction de leurs délégations.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Et si on n'a pas de délégation on fait comment ?

Madame Anne-Marie DUVAL

Je peux vous assurer que dans mon quartier j'ai un Président de défense et que c'est quelque fois musclé.

Monsieur François ROUSTAN

Monsieur CAMERANO, c'est vrai que nous avons un peu recadré les choses car nous avons des membres des comités de quartier qui ne faisaient pas partie du quartier. Nous avons mis cette ligne supplémentaire d'habiter dans le quartier. Ce que je trouve logique.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Ma remarque n'était pas liée aux membres du comité de quartier. Ma remarque est que nous sommes élus de la commune de Grasse. J'ai noté que vous invitez Monsieur EUZIERE à Saint-Jacques et pas moi.

Monsieur le Maire

Parce qu'il habite à Saint-Jacques. Il vote au bureau 30 et vous, vous habitez à Plascassier. Je souhaite donner une autre image d'usine à gaz, ce n'est pas cela. C'est quelque chose de très vivant. Les gens viennent avec des idées, des opinions différentes, échangent et d'ailleurs font aboutir des projets.

Madame Alexane ISNARD

Je suis d'accord sur le fait d'avoir recentré pour que les membres doivent habiter le quartier, par contre je suis choquée qu'en tant que conseillère municipale, je n'ai pas le droit d'assister au comité de quartier afin de

connaître les problématiques de ma ville et peut-être apporter des propositions, des solutions différentes des vôtres. Là, je ne peux pas être à l'écoute de la population à même égalité que vous puisqu'on n'a pas le droit d'y assister. Je pense que dans le droit de conseiller municipal on devrait avoir le droit d'assister à n'importe quel conseil de quartier. C'est ma position.

Monsieur le Maire

Il faut bien qu'on organise ces conseils de quartier. C'est l'élu de quartier qui organise cela. Je me souviens qu'en début de mandature tout le monde s'inscrivait à toutes les commissions. Par exemple : Monsieur ISNARD.

Madame Alexane ISNARD

Vous prenez le bon exemple car il est à presque toutes les commissions.

Monsieur le Maire

Justement pas.

Madame Alexane ISNARD

A chaque absence, cela a été justifié professionnellement.

Monsieur le Maire

Tous les élus veulent s'inscrire mais il faut une tenue, une règle. Monsieur EUZIERE, la vision que vous avez vécue, la petite blessure que vous avez gardée.

Monsieur Paul EUZIERE

C'est une petite piqûre de moustique sur la peau d'un éléphant.

Monsieur le Maire

Monsieur Jean-Marc GARNIER ne vous virera pas du Conseil de quartier. Il vous dira : « venez-vous exprimer » et c'est l'esprit du conseil de quartier.

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai pris le texte de la délibération que je connaissais bien. J'ai pris ce qui est écrit dans les natures juridiques, dans l'exposition du fonctionnement et la description des comités de quartier. Vous me dites que cela fonctionnera autrement que ce qui est écrit, alors tant mieux.

Monsieur le Maire

Mais cela fonctionne déjà autrement.

Monsieur Paul EUZIERE

Pourquoi est-il inscrit, le cabinet du Maire assurera la tenue et la direction des conseils de quartier. Le cabinet du Maire est un organe politique.

Monsieur le Maire

C'est ce qui se passe.

Monsieur Paul EUZIERE

C'est bien ce que je dis. Il assure la direction des conseils de quartier.

Monsieur le Maire

Au niveau du secrétariat. Monsieur ROUSTAN a très bien rappelé que n'importe qui peut postuler. Il y a un affichage dans la rue qui dit que les gens sont acceptés après une étude. Expliquez Monsieur ROUSTAN pourquoi on fait une étude.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Il y a un entretien d'embauche ou pas ?

Madame Anne-Marie DUVAL

Si vous avez 5 candidatures sur le même chemin et que vous n'avez personne à deux kilomètres c'est pour cela qu'on examine les candidatures. Il faut que ce soit des relais géographiques.

Monsieur François ROUSTAN

C'est pour cela qu'on a revu la cartographie des quartiers. Les élus connaissent la superficie de leur responsabilité et peuvent de voir par rapport aux candidats si les gens sont dans le quartier ou pas. Il n'y a pas d'entretien d'embauche.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Auquel cas, il faut s'y préparer.

Monsieur le Maire

C'est peut-être un appel du pied.

Monsieur Ali AMRANE

Je prends juste un exemple, le jeu d'enfants qui a été réalisé l'an dernier aux Marronniers par la municipalité c'était suite à une proposition d'un membre du comité de quartier. C'était une dame qui venait d'emménager sur Grasse et qui trouvait qu'il n'y avait pas de jeux d'enfants. Elle a fait la proposition à Monsieur le Maire et au comité de quartier. C'est ce genre de projet que l'on retient parmi tant d'autres.

Monsieur Paul EUZIERE

C'est très bien. On entend les propositions lorsqu'il faut mettre un toboggan mais par contre on ne sait pas les projets de dizaines ou de centaines de logements qui vont arriver. Ça ce n'est pas normal.

Monsieur le Maire

Parce que vous êtes sur votre vieille conception.

Monsieur Paul EUZIERE

Pas du tout. Je suis la réalité. Depuis 2014 les conseils de quartier sont saisis des projets immobiliers mais ni les membres du conseil municipal et ni les membres de la commission d'urbanisme...

Monsieur le Maire

Si.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous n'avons jamais eu communication des permis de construire en commission d'urbanisme. Jamais. C'est clair.

Monsieur le Maire

Ne vous énervez pas.

Monsieur Paul EUZIERE

Je ne m'énerve pas. Je dis des réalités. Je vous ai dit que je ne suis pas sur une conception ancienne. Je suis sur une réalité. Les participants au comité de quartier ont des informations que des élus municipaux n'ont pas.

Monsieur le Maire

Si vous permettez et puis on va conclure car il est déjà 17h25. Je pense que ce serait bien que vous puissiez venir pour voir comment cela se passe. Je prends l'exemple de Madame Claude MASCARELLI qui avec Patricia ROBIN se déplaçaient dans les quartiers pour expliquer comment se passaient les portages de repas à domicile. L'élu à la sécurité s'est déplacé dans des quartiers pour expliquer la vidéo surveillance. Des élus ont été s'exprimer devant des conseils de quartier sur leur thématique. Ce n'est pas une information verticale mais de partage. Les membres des conseils de quartier s'expriment et participent à la hiérarchisation des priorités pour le quartier. Il y a un débat, une démocratie participative. Les uns et les autres se contredisent. Le débat existe. Ce ne sont pas des conseils de quartier fantômes avec des listes de gens qui sont pro pour la municipalité et à qui on récite un discours. Nous avons créé cet échange d'idées. Tous les élus qui sont là peuvent en témoigner. Le conseil de quartier est coordonné et animé par l'élu. Il y a une évolution dans ce que vous pensez. Peut-être que le texte le retranscrit mal. Peut-être que l'écriture ne le reflète pas mais en tout cas la vérité de la vie du conseil de quartier est là.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 93 BUDGET PRINCIPAL
 AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2020**

Monsieur le Maire

Le résultat de fonctionnement est conditionné par le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2019 et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2020, soit un total à affecter de 6 465 K€. En application de l'instruction M14, le résultat à affecter de 6 465 K€, composé du résultat de l'exercice et de l'épargne reportée, doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement y compris les restes à réaliser. Il est donc proposé d'affecter 5 218 K€ à l'investissement au compte 1068, pour couvrir le besoin de financement hors restes à réaliser ; le solde, soit environ 1 247 K€, est reporté au compte 002 excédent de fonctionnement capitalisé.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 94 BUDGET PRINCIPAL – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021
APPROBATION**

Monsieur le Maire

Le Budget Supplémentaire au Budget Primitif est destiné spécifiquement à reprendre et affecter les résultats de l'exercice antérieur ainsi que les restes à réaliser. Il permet par ailleurs d'ajuster en dépenses et en recettes les prévisions de crédits inscrits au Budget Primitif. Pour les restes à réaliser votés lors de compte administratif, ils sont repris au budget supplémentaire et s'équilibrent en dépenses et en recettes pour un volume de 877 K€, leur détail vous ayant été fourni dans la note de présentation annexée. Pour le résultat de fonctionnement de 2020 repris au budget supplémentaire, il est composé du résultat de l'exercice et de l'épargne reportée des exercices précédents, son volume représentant 6 465 K€. Ce dernier est affecté en priorité à la couverture du déficit d'investissement soit 5 218 K€ ; le solde soit 1 247 K€ est reporté en section de fonctionnement, constituant ainsi une nouvelle recette. Cette nouvelle ressource nous permet de financer de nouvelles dépenses mais aussi de procéder à certains ajustements de crédits. Dans les nouvelles dépenses ayant un impact financier, il convient d'évoquer celles du gardiennage de la Médiathèque et du centre de vaccination, le tout représentant un volume de 62 K€, l'inscription de crédits liés aux exonérations de redevances ou de loyers suite aux décisions prises par le Conseil Municipal pour un montant de 83 K€, ces dernières devant faire l'objet d'un mandatement. En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, la Dotation Globale de Fonctionnement venant de nous parvenir, il convient de réduire son volume inscrit au budget primitif de 151 K€, cette baisse étant liée d'une part à une nouvelle perte de population, d'autre part au prélèvement opéré par l'Etat pour abonder les enveloppes de péréquation. Enfin, le solde du résultat de fonctionnement, soit 951 K€, est affecté à la réduction du volume de dette inscrit au budget primitif, permettant ainsi d'augmenter la part fonds propres dans le financement de nos investissements. Dans les principaux ajustements de crédits n'ayant pas d'impact financier, nous devons évoquer les régularisations de provisions pour risques financiers (279 K€), la prise en compte de la réforme de la taxe foncière sur les locaux industriels (1 350 K€), la reprise d'une provision constituée (173 K€), afin de tenir compte du jugement du tribunal administratif, l'inscription de nouvelles dotations aux amortissements liées à la mise à jour de l'actif comptable (450 K€).

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

Monsieur le Maire

Monsieur le Trésorier, Comptable de la Collectivité, sollicite le Conseil Municipal pour prononcer l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables relatives au budget principal. A ce titre, il convient de régulariser ces écritures dans le cadre du Budget Principal. Créances enregistrées au débit du compte 6541 pour un montant total de 5 785,30 euros, admises en non-valeur. Il est rappelé que l'admission en non-valeur est une procédure d'apurement comptable qui reste soumise à l'appréciation du juge des comptes quant à la responsabilité du comptable. Cette décision n'éteint pas la dette du redevable dont le recouvrement peut être poursuivi ou repris jusqu'à accomplissement de la prescription. Je vous demande de bien vouloir approuver les admissions en non-valeur annexées à la présente délibération : 5 785,30 € au compte 6541 et dire que les montants sont inscrits au compte 6541 du budget 2021.

Monsieur Paul EUZIERE

Je n'ai pas de questions mais un constat. C'est choquant de voir que c'est toujours les mêmes personnes qui accumulent les dettes qu'on ne puisse pas les arrêter avant. Je n'arriverai jamais à comprendre la procédure. S'il ne s'agissait que d'une seule dette mais lorsque c'est cumulé je ne comprends pas.

Monsieur le Maire

Vous avez raison et je pense qu'il faut surveiller cela de plus près afin d'arrêter plus tôt un certain nombre de sujets.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO a quitté la séance.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire

Le présent rapport a pour objet d'approuver le compte de gestion 2020 de Monsieur Le Trésorier Principal, document qui est le reflet du compte administratif 2020. Je vous demande de bien vouloir déclarer que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 par le receveur municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 97 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
COMpte ADMINISTRATIF 2020**

Monsieur le Maire

Le résultat net de la section d'exploitation fait apparaître un solde excédentaire de 78 K€. Les dépenses ont été principalement constituées par la fourniture de cases et enfeus pour 62 K€. Les recettes sont essentiellement liées à la vente de cases, enfeus et caveaux pour 26 K€. Je vous demande de bien vouloir arrêter les dépenses et les recettes de la section d'investissement et les charges et produits de la section d'exploitation comme détaillé ci-dessus et notifier la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes. Je ne prends pas part au vote, je quitte la salle et je donne la présidence à Madame Valérie COPIN, 1ère Adjointe.

Madame Valérie COPIN

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 98 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2020**

Monsieur le Maire

Je reprends la présidence de séance.

Je vous propose d'affecter le résultat au 31 décembre 2020, soit un excédent de 78 K€, à l'excédent reporté de fonctionnement.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 99 BUDGET ANNEXE – SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES
BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2021 – APPROBATION**

Monsieur le Maire

Le Budget Supplémentaire au Budget Primitif est destiné spécifiquement à reprendre et affecter les résultats de l'exercice antérieur ; il permet par ailleurs d'ajuster en dépenses et en recettes les prévisions de crédits inscrits au Budget Primitif. Est ainsi repris le résultat de fonctionnement reporté pour un montant de 78 K€, sont ajustés ensuite les crédits inscrits en dépenses et recettes d'exploitation par une diminution du poste de recettes des ventes de caveaux (- 25 K€) et une dotation complémentaire en fournitures de 53 K€.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Monsieur de FONTMICHEL (2 voix), Madame ISNARD (2 voix) s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2021 - 100 GESTION DE LA DETTE – ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES
ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

Monsieur le Maire

La Ville doit chercher les moyens de protéger et d'optimiser ses charges financières sans se livrer à des opérations spéculatives, en utilisant les techniques d'arbitrage et de protection disponibles, sûres et, dans toute la mesure du possible, flexibles. Ainsi, je vous propose la mise en place d'un cahier des procédures générales de gestion de la dette complété par des règles de gestion définissant la stratégie. Le premier document présente le cadre de gestion, l'organisation, les objectifs, les principes, les politiques et les modes opératoires relatifs à la dette. Chaque année, ce document est revu et approuvé par l'assemblée délibérante. Le second reprend les points essentiels pour cadrer la gestion en application des principes définis dans le cahier de procédures générales. Il doit être actualisé chaque année. Dans ce dispositif, votre rôle est essentiel et encore plus prépondérant car le Conseil Municipal valide les orientations stratégiques et leurs mises à jour lorsque les circonstances le justifient.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vois à travers cette unanimité une sorte de satisfaction dans la gestion et dans cette transparence de la gestion de la dette que nous nous sommes imposés ensemble dans cette assemblée délibérante.

**2021 - 101 CESSION DE MATERIEL
VENTE EN LIGNE DE MATERIEL DIVERS**

Monsieur le Maire

Je vous demande de bien vouloir approuver la cession de ce véhicule de marque PEUGEOT modèle 508 immatriculé DZ 861 CX pour un montant de 10 420 € et enregistrer la sortie du bien du patrimoine de la ville de Grasse conformément aux dispositions budgétaires et comptables de la M 14.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 102 MUSEE INTERNATIONAL DE LA PARFUMERIE
ACCEPTATION D'UN DON MANUEL**

Monsieur Nicolas DOYEN

Le Musée International de la Parfumerie souhaite compléter ses collections par l'acquisition de flacons et autres objets liés à la parfumerie du XVIIIe au XXe siècle. Ces acquisitions s'effectuent en fonction des opportunités des ventes notamment lors de ventes aux enchères ou d'achat auprès de particuliers collectionneurs. Le Fonds de dotation « Véronique et Thierry DRECQ » souhaite faire don à la commune de la somme de dix mille euros (10 000 €) afin que cette dernière procède à de telles acquisitions. Je vous demande de bien vouloir accepter le don

manuel du fonds de dotation « Véronique et Thierry DRECQ » d'un montant de 10 000 euros. Je profite pour remercier Véronique et Thierry DRECQ qui avait déjà fait un don de 10 000 € pour la restauration de la calade du MAHP en mars dernier.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Merci à Madame et Monsieur DRECQ pour cette participation financière.

**2021 - 103 MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
ENTREE AU JARDIN DU MAHP – SALON DE THE**

Monsieur Nicolas DOYEN

La ville de Grasse souhaite mettre en place un salon de thé éphémère installé dans le jardin du Musée d'Art et d'Histoire de Provence pour la période estivale, il convient d'adapter la tarification d'accès au MAHP. Ainsi, pour la période estivale et dès l'instant où le projet de salon de thé sera concrétisé, pour les clients souhaitant uniquement consommer sur cette terrasse, le Musée d'Art et d'Histoire de Provence consent l'accès libre au jardin à condition d'avoir acquitté le droit d'entrée habituel du musée une première fois. Le ticket sera donc nominatif et valable pour la durée de l'installation éphémère du salon de thé au MAHP. Je vous demande de bien vouloir approuver la tarification des droits d'entrée sur le site pour des clients souhaitant uniquement se rendre au salon de thé, situé au jardin du MAHP.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 104 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
TARIFICATION DE VISITES GUIDEES SPECIALES ETE 2021**

Monsieur Nicolas DOYEN

Le label Ville d'art et d'histoire concourt à l'acquisition et à la médiation du patrimoine de la ville en organisant notamment des visites guidées et des ateliers scolaires. Lors des Conseils Municipaux des 11 décembre 2018 et 24 septembre 2019 il a été adopté une tarification des visites et médiations scolaires en compagnie d'un guide conférencier agréé. Afin de diversifier l'offre estivale, il a été envisagé de développer des nouvelles visites guidées :

- Des visites guidées scénarisées en compagnie de guides et d'acteurs.
- Des visites découvertes se terminant par une dégustation de produits locaux sur le marché du mercredi.

Il convient de déterminer une tarification pour ces visites spéciales pour les individuels. Il est proposé au Conseil Municipal de fixer les tarifs pour les « visites mise en scène » et les « visites dégustation » comme suit et d'approuver leur application à compter du 7 juillet 2021.

- Visite mise en scène : 8 euros
- Visite dégustation : 8 euros
- Aucune réduction ne sera appliquée sur ladite tarification.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 105 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE - DELIBERATION CADRE**

Monsieur Nicolas DOYEN

Vu l'Instruction fiscale 4C-5-04 n° 112 du 13 juillet 2004 relative « aux frais et charges (BIC, IS, dispositions communes), mesures en faveur du mécénat, versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général » ;
Les différentes formes de mécénat sont :

- le « mécénat financier », soit le versement d'un don en numéraire (chèques, virements...);
- le « mécénat en nature », soit la mise à disposition ou don d'un bien mobilier ou immobilier, fourniture de marchandises en stock, fourniture, à titre gratuit, de prestations de services réalisées par l'entreprise dans le cadre de son activité. - le « mécénat de compétences », soit la mise à disposition, à titre gratuit, de compétences de l'entreprise vers le bénéficiaire, par le biais de salariés, volontaires et intervenant sur leur temps de travail. Considérant l'éligibilité des collectivités locales au mécénat avec droit à avantage fiscal. Les contraintes budgétaires de plus en plus prégnantes auxquelles les collectivités doivent se confronter, la démarche de mécénat facilitant en cela l'apport de ressources nouvelles et confortant l'association des particuliers et acteurs économiques aux projets de la collectivité à travers l'acte de don. La ville de Grasse souhaite développer une démarche de mécénat pour dégager des financements complémentaires dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint. Le patrimoine est au cœur de la politique culturelle de proximité menée depuis 2014 en faveur de la rénovation des éléments architecturaux, modestes ou plus imposants, qui constituent l'identité de notre ville. La ville de Grasse souhaite lancer une démarche de mécénat afin d'agir en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine grassois. Dans ce contexte, la commune de Grasse souhaite se doter d'une charte éthique pour encadrer ses relations avec les mécènes et les donateurs. Cette charte aura pour objectif de rappeler le cadre fiscal encourageant le mécénat et de promouvoir une vision éthique du mécénat. Enfin, des contreparties pourront être proposées aux donateurs par la Ville en plus des avantages fiscaux spécifiques. Elles sont possibles jusqu'à 25 % du montant du don dans la limite forfaitaire de 65 €. Les projets annuels sont sélectionnés par Monsieur le Maire sur proposition des services et font l'objet d'une délibération à part. Je vous demande de bien vouloir approuver le principe du lancement du mécénat pour le Patrimoine de Grasse, les termes de la charte éthique du mécénat pour le Patrimoine de Grasse et la grille de valeurs des contreparties qui peuvent être offertes aux mécènes.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 106 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE
MECENAT POUR LE PATRIMOINE DE GRASSE
PROJETS A MECENER 2021/22 ET PARTENARIATS**

Monsieur Nicolas DOYEN

Une délibération cadre vient d'être adoptée concernant un appel à mécénat global sur le patrimoine de Grasse. Le patrimoine est au cœur de la politique culturelle de proximité menée depuis 2014 en faveur de la rénovation des éléments architecturaux, modestes ou plus imposants, qui constituent l'identité de notre ville. La ville de Grasse a souhaité renforcer cette action en lançant une mission mécénat afin d'agir en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine grassois. La Fondation du Patrimoine et l'association Mission Patrimoine sont des acteurs qui ont pour vocation de promouvoir la sauvegarde du patrimoine local et accompagnent les communes dans la mise en place de campagnes de souscription afin de recueillir des fonds. La commune souhaite conclure des conventions de partenariat avec la Fondation du Patrimoine et l'association Mission Patrimoine afin de les autoriser à collecter des fonds via leur plateforme pour le compte de la Ville. Les projets suivants ont été sélectionnés par Monsieur le Maire et confiés à la Fondation du Patrimoine :

Hôtel de Ville, 1^{ère} tranche. Le montant estimatif des travaux est de 835 443,98 € HT

Co-financement prévisionnel :

DRAC : 292 800 € HT

DSIL : 267 949 € HT

Boulevard Fragonard, Monument commémoratif Léon Chiris

Le montant estimatif total des travaux est de 9 400 € HT.

Co-financement prévisionnel :

DRAC : 2 820 € HT

Les projets suivants ont été sélectionnés par Monsieur le Maire et confiés à l'association Mission Patrimoine :

Eglise Sainte-Hélène du Plan de Grasse. Le montant estimatif total des travaux est de 722 299 € HT dont :

1^{ère} tranche : 394 587 € HT

2^e tranche : 327 712 € HT

Co-financement prévisionnel : Conseil départemental : 288 919,98 € HT et Etat : 157 835 € HT

Cathédrale, mécanisme de sonnerie des 8 cloches

Le montant estimatif total des travaux est de 7 400 € HT par cloche soit 59 200 € HT.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer toute convention ainsi que les éventuels avenants à venir dans la mesure où ce ou ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer la convention initiale, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération avec la Fondation du Patrimoine et l'association Mission Patrimoine.

Madame Alexane ISNARD

Je souhaite souligner que c'est une très bonne association et une très bonne délibération. Tout ce qui va dans la rénovation de notre ville est positif. J'espère qu'on pourra refaire de nombreuses petites chapelles qui sont encore à faire dans de nombreux quartiers de Grasse. J'espère qu'à terme on arrivera à rénover ce beau patrimoine grassois.

Monsieur Nicolas DOYEN

Je vous remercie pour votre intervention. Le plan de rénovation des chapelles se poursuit car il y a des travaux qui sont effectués sur la chapelle avenue Sainte-Lorette à Grasse.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 107 VILLE D'ART ET D'HISTOIRE PROMENEURS DU TEMPS TARIFICATION SPECTACLE ESTIVAL

Monsieur Nicolas DOYEN

Le spectacle itinérant « Les promeneurs du temps » est proposé depuis 2013 par la Compagnie « Le son de choses » et écrit par Luc GIRERD. Un nouveau parcours historique sera présenté en 2021. Devant le succès remporté l'an passé par ce spectacle estival, le projet est reconduit cet été, à raison de sept représentations payantes les 19, 20, 21, 23, 24, 25 et 27 août 2021. Les représentations d'une durée de deux heures sont payantes, au tarif unique de 10 € T.T.C. par personne et la vente des billets est ouverte à partir du 1^{er} août 2021. Je vous demande de bien vouloir adopter ce tarif unique de 10 € T.T.C. par personne, à compter du 1^{er} août 2021.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 108 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION - INTRODUCTION DU QUOTIENT FAMILIAL REVISION DES MODALITES D'APPLICATION

Monsieur le Maire

Monsieur DOYEN va rapporter les délibérations de Madame BUSTAMENTE. Nous avons une petite pensée pour elle.

Monsieur Nicolas DOYEN

la demande de la Direction Régionale des Affaires Culturelles est de mettre en place une « tarification sociale » des droits d'inscription au Conservatoire de Musique afin de pouvoir continuer à bénéficier de l'agrément de l'État, comme Conservatoire reconnu de Rayonnement Communal. Aussi, il y a lieu de proposer une nouvelle grille de tarifs tenant compte du quotient familial, applicable à partir de septembre 2021. Ces tarifs seront revalorisés chaque année au 1^{er} septembre, suivant l'indice des prix à la consommation (IPC) fourni par l'INSEE et au minimum de 1%. Chaque tarif obtenu après revalorisation sera arrondi au centime supérieur pour être divisible par 3. Ils seront publiés chaque année à partir du 10 juin. Je vous propose la nouvelle grille des droits annuels d'inscription et ses modalités d'application suivantes :

1. Les droits d'inscriptions sont dus pour l'année scolaire entière et sont à régler à réception de la facture. La facture est envoyée par mail sur l'adresse du responsable 1 déclarée lors de l'inscription sur la plateforme iMuse. Pour les nouveaux élèves, les deux premières semaines de cours sont considérées comme une période d'essai. À l'issue de cette période d'essai, si la formation n'est pas poursuivie, la

Direction devra être informée par écrit (mail ou courrier). À défaut, l'inscription de l'élève sera définitive et les droits d'inscription seront dus.

2. En cas de non-paiement d'une facture à la date d'échéance, un titre de recettes est émis par la Commune à l'encontre du responsable 1.
3. Si plusieurs membres d'une même famille (résidant à la même adresse) sont inscrits au Conservatoire, une réduction forfaitaire annuelle, également appelée réduction famille, est appliquée sur les droits annuels d'inscription de chacun, hormis sur les droits relatifs aux pratiques collectives seules (exemples : 1. pour un parent inscrit en pratiques collectives seules et un enfant en enseignement théorique et instrument, la réduction s'applique aux droits d'inscription de l'enfant. 2. pour un parent et un enfant inscrits chacun en enseignement théorique et instrument, la réduction s'applique aux droits d'inscription de chacun).
4. Sur demande écrite auprès du régisseur, les droits d'inscription pourront être réglés en 3 fois. Dans ce cas, viennent s'ajouter des frais de dossier par famille, payables sur la première facture.
5. Pour toute inscription en cours d'année scolaire, les droits d'inscription, ainsi que les éventuelles réductions famille et frais de dossier sont calculés au prorata du nombre de trimestres restants à effectuer, tout trimestre commencé étant dû.
6. Le tarif grassois est accordé à tout élève résidant sur la Commune ou payant des impôts sur la Commune, sur présentation d'un des justificatifs suivants :
 - facture de moins de 3 mois (eau, électricité, gaz, téléphone fixe, accès à Internet)
 - avis de taxe foncière année nEn l'absence de ce justificatif, le tarif non grassois sera automatiquement appliqué.
7. Afin de bénéficier du tarif correspondant à votre tranche de quotient familial, joindre l'attestation de quotient familial de la CAF (disponible sur www.caf.fr). À défaut, joindre l'avis d'imposition des revenus n-2. En l'absence d'un justificatif, le tarif de la tranche maximale sera automatiquement appliqué.
8. Tout abandon en cours d'année scolaire donne lieu à un remboursement par la ville de Grasse des éventuels trimestres facturés à l'élève et pendant lesquels il n'aurait suivi aucun cours uniquement dans les cas suivants et sur présentation d'un justificatif :
 - déménagement à plus de 20 km de Grasse,
 - raison médicale grave rendant impossible la pratique de la musique.
9. Toute réinscription au Conservatoire n'est possible que si l'élève est à jour du paiement des droits d'inscription. Au cas où un titre de recettes aurait été émis par la Commune lors d'une précédente année scolaire, l'élève doit fournir au Conservatoire le justificatif de paiement qui lui a été remis par la Trésorerie.

Je vous demande de bien vouloir abroger la précédente délibération relative aux droits d'inscription n° 2019-134, adopter la nouvelle grille des droits annuels d'inscription et les modalités d'application proposées ci-dessus et décider que les tarifs seront mis à jour suivant l'indice des prix à la consommation (IPC) fourni par l'INSEE au 1er janvier de l'année n et au minimum de 1%.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 109 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE
MODALITÉS D'APPLICATION DES REMISES SUR DROITS ANNUELS D'INSCRIPTION
CRISE SANITAIRE

Monsieur Nicolas DOYEN

Considérant la délibération 2021-70 du 23 mars 2021 portant sur les remises accordées sur les droits annuels d'inscription aux familles inscrites au Conservatoire de Musique de Grasse pendant la crise sanitaire de la COVID-19 et vu l'absence des modalités d'application pour les remises accordées pour l'année scolaire 2020-2021. Il convient donc de préciser que pour l'année scolaire 2020-2021, un avoir est déduit des droits annuels d'inscription de l'année scolaire 2021-2022. Je vous demande de bien vouloir adopter les modalités d'application des remises concernant l'année scolaire 2020-2021.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 110 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE - LOCATION D'UN INSTRUMENT
INTRODUCTION D'UNE TARIFICATION A PARTIR DE LA 2EME ANNEE
MODIFICATION DES MODALITES D'APPLICATION

Monsieur Nicolas DOYEN

Au fil des ans un parc instrumental s'est constitué au Conservatoire de Musique, c'est pourquoi nous pouvons mettre à disposition des instruments aux élèves inscrits au Conservatoire de Musique, dans la limite des stocks disponibles. Cependant, avec les dépenses d'entretien et la nécessité de renouveler ces instruments régulièrement, il y a lieu de mettre en place une tarification à compter de septembre 2021. Je vous propose la grille de location des instruments et ses modalités d'application suivantes :

<u>Location d'un instrument de musique</u>	Première année	Deuxième année	Troisième année	Quatrième année et au-delà
Droits annuels	gratuit	100 €	200 €	300 €

Modalités d'application

1. Toute mise à disposition d'un instrument de musique fait l'objet d'une convention dans laquelle figure le montant des droits annuels de location s'il y a lieu.
 2. À partir de la deuxième année de mise à disposition de l'instrument, les droits annuels de location sont dus pour l'année scolaire entière et sont à régler à réception de la facture. La facture est envoyée par mail sur l'adresse du responsable 1 déclarée sur la plateforme iMuse.
 3. En cas de non-paiement d'une facture à la date d'échéance, un titre de recettes est émis par la Commune à l'encontre du responsable 1.
 4. En cas de restitution de l'instrument en cours d'année, aucun remboursement ne sera effectué.
- Je vous demande de bien vouloir adopter la grille des droits annuels de location d'un instrument de musique et les modalités d'application.

Madame Alexane ISNARD

Pourquoi les tarifications sont progressives ? Pourquoi la tarification augmente au fil des années ?

Monsieur Nicolas DOYEN

Le parc instrumental est limité en nombre. Le fait de faire la première année gratuite cela permet aux élèves de continuer l'enseignement de la musique. Si ce n'est pas le cas l'instrument qui a été prêté peut très bien être à destination d'un nouvel élève qui veut pratiquer et s'essayer à la pratique de la musique.

Madame Alexane ISNARD

C'est dommage que les autres années ne soient pas sur les mêmes tarifications et qu'on passe du simple au triple.

Monsieur Nicolas DOYEN

Je comprends mais il faut savoir que les parents achètent les instruments et cela permet d'essayer avant d'acheter. C'est une belle opportunité.

Monsieur le Maire

C'est une incitation à devenir propriétaire de son instrument aussi.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 111 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – VACATION DES MEMBRES DES JURYS
REVISION ET SIMPLIFICATION DES MONTANTS
REVISION DES MODALITES D'APPLICATION**

Monsieur Nicolas DOYEN

Le présent rapport a pour objet de mettre à jour les montants des vacations attribuées aux membres de jury et les conditions de remboursement de leurs frais de déplacement. Considérant l'organisation d'un jury lors du recrutement d'un nouvel enseignant. Vu la nécessité de faire appel à des professionnels spécialistes de la discipline en vue de constituer des jurys neutres et compétents. Les jurys relatifs aux recrutements des enseignants seront constitués après validation de la Direction Générale Adjointe en charge des ressources humaines. Une vacation sera versée en fonction de la durée des séances auxquelles ils assistent. Je vous propose de mettre en place la grille suivante à partir du 1^{er} septembre 2021 :

<u>Montant de la vacation d'un membre de jury d'examen</u>	Demi-journée	Journée entière
	95 € brut	150 € brut

Ainsi que les modalités d'application suivantes :

1. Les montants définis ci-dessus seront diminués des charges sociales et fiscales applicables en fonction du statut du membre de jury.
2. La demi-journée s'entend pour une séance d'une durée maximale de 3h30. Au-delà de 3h30, la vacation d'une journée entière sera due.

3. Les frais de transport seront remboursés sur production des pièces justificatives (billet de train ou d'avion). En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, l'indemnisation se fera sur la base des indemnités kilométriques en vigueur dans la fonction publique territoriale.
4. La ville de Grasse prendra à sa charge les frais de séjour (hôtel+ repas) le cas échéant.

Je vous demande de bien vouloir adopter la grille des vacations des membres de jury et ses modalités d'application.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 112 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – VACATION DES MASTER CLASS
MISE EN PLACE (DEFINITION, MONTANTS, MODALITES D'APPLICATION)**

Monsieur Nicolas DOYEN

Afin de proposer ponctuellement aux élèves du Conservatoire de Musique de rencontrer d'autres enseignants, d'autres univers musicaux, d'autres instruments ainsi que d'autres méthodes et pratiques pédagogiques, il convient d'organiser des master-class. l'intervenant doit être rémunéré par le versement d'une vacation en fonction de la durée de la master-class. Je vous propose de mettre en place la grille suivante à partir du 1^{er} septembre 2021 :

<u>Montant de la vacation pour une master-class</u>	Demi-journée	Journée entière
	300 € brut	450 € brut

Ainsi que les modalités d'application suivantes :

1. Les montants définis ci-dessus seront diminués des charges sociales et fiscales applicables en fonction du statut du membre de jury.
2. La demi-journée s'entend pour une master-class d'une durée maximale de 3h30. Au-delà de 3h30, la vacation d'une journée entière sera due.
3. Les frais de transport seront remboursés sur production des pièces justificatives (billet de train ou d'avion). En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, l'indemnisation se fera sur la base des indemnités kilométriques en vigueur dans la fonction publique territoriale.
4. La ville de Grasse prendra à sa charge les frais de séjour (hôtel+ repas) le cas échéant.

Je vous demande de bien vouloir adopter la grille des vacations pour une master-class et ses modalités d'application.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 113 CONSERVATOIRE DE MUSIQUE – REGLEMENT DES ETUDES CLAM

Monsieur Nicolas DOYEN

Le présent rapport a pour objet de présenter le règlement des études, spécifique au dispositif CLASSE Musique CLAM. La mise en place du dispositif CLASSE MUSIQUE « CLAM » se fera à la rentrée 2021 pour les 4 années du collège. Aussi, il convient de préciser les règles spécifiques au fonctionnement dudit dispositif. Je vous demande de bien vouloir adopter le règlement des études CLAM.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 114 HOMMAGES PUBLICS POUR LES ESPACES ET LIEUX PUBLICS

Madame Nicole NUTINI

La Commission des Hommages Publics de la ville s'est réunie en séance plénière le 30 avril 2021 afin d'établir de nouvelles propositions d'hommages à proposer à Monsieur le Maire. Ces hommages doivent être rendus pour des hommes et des femmes ayant disparu mais ayant contribué de leur vivant au rayonnement de la Ville de Grasse. En aucun cas, ces hommages ne doivent porter atteinte à l'ordre public, heurter la sensibilité des personnes ou bien altérer l'image de la Ville. Afin de rendre un hommage à une famille originaire de Grasse et plus particulièrement du quartier Saint Jacques où se trouve la propriété familiale, la Commission des Hommages Publics a étudié la proposition de dénommer le rond-point dit de « Saint Jacques » : rond-point « la Vigno Entourado ».

1 – Dénomination d'un rond-point « la Vigno Entourado »

La ville de Grasse, sur proposition de Monsieur le Maire, souhaite rendre hommage à la famille CAREMIL-PASCALIE. Etienne CAREMIL (maire de Grasse entre 1931 et 1941) acquiert dans les années 1900 l'ancienne marque grasseoise de parfumerie Honoré Payan, qu'il développe. C'est à cette époque que Monsieur CAREMIL intègre aux activités de son entreprise la propriété agricole familiale située au quartier Saint-Jacques, où il cultive des plantes à parfums (tubéreuses, jasmins, roses...). Le domaine de Monsieur CAREMIL, baptisé « la Vigno Entourado », s'étendait sur 3 hectares entre le chemin de Canteperdrix et la route de Draguignan. La propriété a été vendue en 2009. La famille a cédé une partie du terrain pour permettre à la Commune de réaliser le rond-point à l'intersection de la route de Draguignan et du chemin de Canteperdrix. Le site abrite désormais diverses constructions (station essence, surgelés Picard), dont la résidence « Le Clos de Vignes ». Seul, le vieux mas a été conservé par la famille qui l'habite encore. Après étude de divers sites, le giratoire (non dénommé) localisé quartier Saint Jacques à l'intersection de la route de Draguignan / chemin de Canteperdrix a été retenu pour être baptisé le rond-point « La Vigno Entourado ». Cette proposition se justifie de par la neutralité de l'ancienne appellation non officielle du lieu « rond-point de Saint Jacques » qui avait un sens strictement directionnel. Par ailleurs, la Commission des Hommages Publics a souhaité mettre à l'honneur en 2021 trois grandes personnalités grasseoises : M. Richard MOREAU, M^{me} Louise MIRABEAU et M. Louis PERDIGON.

2 – Installation de plaques commémoratives

2.1 – Richard MOREAU

Né en 1954 à CLICHY, il grandit dans la région de Poitiers.

Ce fan de sports de pleine nature, père de deux enfants, mène sa carrière professionnelle sur la Côte d'Azur dès 2000. Il sera instituteur durant deux ans à l'école Garbejaire de Valbonne avant d'être nommé Directeur des classes départementales de neige à la Colmiane. De 2004 à 2008, Richard Moreau est Directeur de l'école élémentaire Saint-Jacques, avant de se voir confier la Direction de l'école maternelle. Il était de ces instituteurs qui marquent une scolarité du fait de son professionnalisme, de son investissement et de sa personnalité.

Fédérateur, humain, généreux et d'une grande joie de vivre, sa pédagogie, son charisme et sa douceur laissent de précieux souvenirs à l'ensemble du corps enseignant, du personnel municipal mais surtout aux enfants. Décédé le 25 novembre 2020 à GRASSE, quelques jours après avoir pris sa retraite, la Commune souhaite lui rendre hommage en apposant au sein de l'établissement scolaire une plaque commémorative à son nom.

2.2 – Louise MIRABEAU

Née en 1752, Louise RIQUETTI DE MIRABEAU, sœur du Comte Honoré Gabriel RIQUETTI plus connu sous le nom de « Mirabeau », construisit avec son mari le marquis Jean Paul de CLAPIERS DE CABRIS, l'hôtel particulier « Clapiers de Cabris » situé dans la rue Mirabeau. La dénomination actuelle de la voie doit son nom au fait que Louise MIRABEAU rendait régulièrement visite à sa sœur sur Grasse. Féminiser le nom de cette rue serait un signe fort. Aussi, et tout en préservant le nom de Mirabeau, la Ville souhaite lui rendre hommage en apposant une plaque commémorative à son nom, sous la plaque de rue existante.

2.3 – Louis PERDIGON

Né le 24 octobre 1886, Louis PERDIGON, grand mutilé de la première guerre mondiale fut adjoint spécial du Quartier Saint Antoine. Par délibération du Conseil municipal dans sa séance du 26 novembre 1970, la ville de Grasse a mis une première fois à l'honneur l'ancien Adjoint en baptisant le Stade de Saint Antoine « Stade Louis Perdigon ». L'usage a réduit l'appellation du stade au patronyme « PERDIGON ». La Ville souhaite aujourd'hui que la dénomination complète de M. Louis PERDIGON puisse figurer en bonne place au sein de cet équipement sportif majeur en apposant une plaque commémorative à son nom. Enfin, la ville de Grasse a été saisie, en date du 3 février 2021, par M. Patrick ISNARD, Conseiller municipal, sur son souhait de dénommer un espace public « Samuel PATY », assassiné en octobre 2020.

3 – Création d'une stèle commémorative en l'honneur de toutes les victimes du terrorisme

Samuel PATY était un professeur d'histoire-géographie né le 18 septembre 1973 à Moulins, dans l'Allier. Il était en poste au collège du Bois-d'Aulne, à Conflans-Sainte-Honorine lorsque qu'il a été victime d'une attaque terroriste parce qu'il a enseigné et appris à ses élèves la liberté d'expression. La Commission des Hommages Public a acté l'ignominie de la mort de Monsieur Samuel PATY. Cependant, et après en avoir débattu, la Commission propose à Monsieur le Maire de rendre un hommage non pas seulement à Monsieur Samuel PATY mais à toutes les victimes du terrorisme, sans exception. Elle imagine de fait la création d'une stèle commémorative qui pourrait être fleurie tous les 11 mars, journée nationale d'hommage aux victimes du terrorisme. Le lieu ainsi que la nature de la stèle resteraient à préciser. La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 juin 2021, je vous demande de bien vouloir approuver la dénomination du rond-point de Saint Jacques : « la Vigno Entourado », approuver la pose des plaques commémoratives en l'honneur de Monsieur Richard MOREAU, de Madame Louise MIRABEAU et de Monsieur Louis PERDIGON, et approuver la création d'une stèle commémorative à Grasse dédiée aux victimes du terrorisme.

Monsieur Philippe-Emanuel de FONTMICHEL

Puisqu'on parle des hommages publics, il y a très longtemps à Grasse, traverse du Clavecin, une plaque a été posée qui existe toujours, au souvenir des trente martyrs de la Révolution Française qui ont été guillotins. Il y a une trentaine d'année, il y avait sur cette plaque les noms des trente guillotins à Grasse. Cette plaque a été déplacée dans le petit jardin, aujourd'hui musée de la parfumerie. Il me semblerait judicieux de réunir à la fois cette plaque relativement anonyme qui cite les trente martyrs de la révolution française dans un lieu unique qui commémore cet évènement.

Monsieur le Maire

Je propose qu'on retienne votre proposition. Nous allons l'inscrire à une prochaine commission des hommages publics. C'est très pertinent. Je vais confier le soin à Madame NUTINI de regarder et rechercher cette plaque et répondre favorablement à votre requête.

Madame Nicole NUTINI

Effectivement, cette plaque était très émouvante, il y avait inscrit le nom, le métier et l'âge. Certains avaient 15 ou 16 ans.

Monsieur Philippe BONELLI

Sur votre proposition, Monsieur le Maire, nous avons choisi géographiquement le quartier Saint-Claude pour implanter cette plaque commémorative à toutes les victimes du terrorisme. Je rappelle que le quartier Saint-Claude doit être le seul quartier qui n'a pas de monument aux morts. Cela permettra de rendre hommage à la fois aux victimes du terrorisme et d'avoir des cérémonies patriotiques.

Monsieur le Maire

Merci pour cette commission qui s'est tenue en présence de Monsieur l'inspecteur d'académie et des différents élus qui voulaient s'exprimer sur ce sujet.

Madame Alexane ISNARD

Je vote en mon nom. J'ai une procuration pour Monsieur ISNARD mais il ne prend pas part au vote.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Merci à Mesdames NUTINI et ROSSI pour ce travail.

**2021 - 115 ESPACES PUBLICS - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX DE BASSE TENSION
DE LA RUE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE
EN COLLABORATION AVEC LE SYNDICAT DEPARTEMENTAL
DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (SDEG 06)**

Madame Nicole NUTINI

La ville de Grasse a fait le choix de créer un campus universitaire dans l'ancien Palais de justice, sis 18 rue de l'ancien Palais de Justice, à Grasse. La composition urbaine de ce site sera améliorée en retrouvant une architecture historique plus équilibrée, rappelant celle conçue à l'origine du projet. Or, sur la façade principale ainsi que dans la rue, sont implantés des réseaux de distribution électrique disposés en aérien. Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz (SDEG) propose de réaliser l'enfouissement de ce réseau pour le compte de la ville de Grasse et se charge de solliciter l'ensemble des participations (auprès d'ENEDIS) et des subventions publiques (auprès du SDEG et du Département des Alpes-Maritimes).

Le plan de financement estimé de cette opération est le suivant :

Dépenses

Travaux	36 833,34 €HT	44 200,00TTC
Sous-total des dépenses	36 833,34 €HT	44 200,00TTC

Recettes possibles

Subvention du S.D.E.G. (10 % du HT)	3 683,33 €
Article 8 de la concession EDF/SDEG (40 % du HT électrique)	10 498,50 €
Récupération de la TVA	6 299,10 €
Département des Alpes-Maritimes	3 484,73 €

(10 % du HT) – sous réserve
Sous-total des recettes
Reste à la charge de la ville de
Grasse :

23 965,66 €

20 234,34 € TTC

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 -116 PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL VILLE DE GRASSE / SODEXO PERIODE 1er CONFINEMENT CRISE SANITAIRE COVID

Madame Murièle CHABERT

Compte tenu de la crise sanitaire et de la période de confinement durant l'année 2020, il a été constaté une baisse de 30,97 % du nombre de repas produits (la référence contractuelle était de 563 820 repas pour la période de septembre 2019 à août 2020 et la réalité des repas effectifs a été de 389 228 repas.) Dans le cadre du contrat de concession, chapitre X, article 38-2/ ajustement des prix unitaires de repas, il est stipulé que lorsque « le nombre effectif total des repas facturés à la ville de Grasse connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 5 % par rapport au nombre de référence », l'effet de seuil doit être appliqué. En application de ces dispositions contractuelles, le délégataire a sollicité l'application de l'effet de seuil pour un montant de 378 604,25 euros. Il est précisé au sein du même article que « lorsque le nombre effectif de repas commandés par la ville de Grasse connaît une augmentation ou une diminution d'au moins 20 % par rapport au nombre de référence total, un réexamen des conditions financières a lieu, dans les conditions prévues à l'article 45 ». L'article 45 précise que « la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires sont soumis à réexamen à l'initiative de la ville de Grasse ou sur production par la SODEXO des justificatifs nécessaires ». Néanmoins l'article 45 prévoyait un réexamen portant uniquement sur la composition de la formule de révision et le tableau des prix unitaires. L'application des dispositions contractuelles, malgré un réexamen, aurait engendré un réajustement des prix unitaires sur l'année 2020/2021. Afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur les finances publiques, la ville de Grasse a souhaité engager des négociations avec le délégataire. Considérant qu'après plusieurs réunions de négociation, il a été proposé à la SODEXO une compensation financière pour perte de chiffre d'affaire. La différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 est de 98 612,62 € HT, soit un montant de 104 036,50 € TTC. Dans le cadre du marché de restauration collective, la ville de Grasse met en détachement un agent équivalent temps plein pour assurer la facturation sur le site de la cuisine centrale au nom de la ville de Grasse (chapitre IX, article 33/1). Cet agent, fonctionnaire territorial, rédacteur chef, par son statut, ne pouvait pas être mis en chômage partiel pendant la période de confinement. La Sodexo n'a pas pu être remboursée de sa rémunération par l'assurance chômage dans le cadre du dispositif du chômage partiel, ce qui a engendré une perte financière de 6 440,78 € pour 21 jours d'absence. Il est proposé au conseil municipal la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel entre la commune de Grasse et la société SODEXO entérinant le versement par la ville de la somme de 110 477,28 euros correspondant à la différence de chiffre d'affaire sur les deux années de référence 2018/2019 et 2019/2020 et au remboursement de la rémunération de l'agent détaché.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, nous procédons au vote.

Madame ISNARD (2 voix) vote contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

2021 - 117 REGLEMENT ADMINISTRATIF DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE

Madame Murièle CHABERT

Il apparaît nécessaire d'apporter quelques ajustements au dit règlement. L'objectif poursuivi est d'améliorer l'information aux familles sur le fonctionnement et sur les règles applicables au sein de ce service. Il y a lieu de clarifier et développer certains points de la première version dudit règlement du service de restauration scolaire de la commune de Grasse. La modification porte sur : Cas d'absence ou de repas non décommandé dans les délais

- Tout repas non décommandé au-delà du 3^{ème} jour d'absence sera facturé en totalité à la famille : participation communale incluse.
- Toute absence au service de restauration alors que le repas n'a pas été décommandé 72 heures avant et que l'enfant est présent à l'école sera facturé en totalité à la famille.

Cette modification du règlement de la restauration scolaire a pour but de lutter contre le gaspillage alimentaire qui devient de plus en plus préoccupant.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous allons voter contre cette modification parce que 72 heures avant on ne peut pas prévoir qu'un enfant va être malade. 48 heures c'est déjà beaucoup, 72 heures c'est impossible. Vous êtes tous parents et on ne peut pas prévoir qu'un enfant 72 heures avant va être malade trois jours plus tard. On ne peut pas prévenir la Sodexo. Ce sont des mesures bureaucratiques qui sont inapplicables et qui sont injustifiables.

Madame Murièle CHABERT

Dans le cadre d'un enfant malade, c'est le premier repas qui n'est pas payé.

Monsieur Paul EUZIERE

On ne peut pas savoir 72 heures avant l'empêchement. 48 heures c'est déjà beaucoup, vous êtes tous parents.

Madame Murièle CHABERT

Pour vous rassurer la majorité des communes font 72 heures. Lutter contre le gaspillage alimentaire nous paraît vraiment nécessaire.

Monsieur Paul EUZIERE

Si on veut lutter contre le gaspillage alimentaire commençons par donner des plats qui conviennent aux enfants et qui sont savoureux. Cela changera beaucoup.

Madame Murièle CHABERT

Fort heureusement, il y a du pain cela tombe bien. Pendant la crise covid, nous avons eu beaucoup de difficultés avec ces repas non décommandés et énormément de gaspillage alimentaire. Le but c'est de réguler ce gaspillage sur 72 heures.

Monsieur Paul EUZIERE

On ne modifie pas un règlement par rapport à une situation d'exception, par rapport à la crise covid. On ne va pas vivre en permanence sur la crise covid, avec des masques sur la bouche.

Madame Murièle CHABERT

Le gaspillage alimentaire a commencé avant la crise covid. Il se trouve que la situation se détériore De plus la majeure partie des communes sont à 72 heures. Nous, l'exception c'était d'être à 48 heures. Maintenant la gestion des repas décommandés selon l'enfant malade c'est le repas du lendemain qui ne sera pas réglé et qui ne sera pas remboursé.

Monsieur le Maire

Je suis en phase avec Murièle CHABERT sur la lutte contre le gaspillage. Néanmoins, je pense qu'il faut se pencher sur la question des 72 heures. Je propose qu'on retire cette délibération, il n'y a pas de caractère d'urgence. Nous allons la représenter en septembre en y travaillant. Je pense qu'il y a beaucoup de gaspillage. Il faut se donner des outils pour lutter contre ce gaspillage. Il faut penser aux parents, nous la retirons mais il faut travailler sur ces sujets qui s'imposeront à nous de toute manière pour 2023.

Madame Murièle CHABERT

Juste pour préciser qu'il n'y a pas juste le règlement qui lutte contre le gaspillage alimentaire. Nous mettons en place de nombreux outils notamment dans la future DSP.

Madame Anne-Marie DUVAL

La communauté d'agglomération travaille énormément avec toutes les écoles et notamment 3 sur Grasse sur le gaspillage alimentaire et on obtient d'excellents résultats et que nous allons continuer.

Monsieur le Maire

Il y a de grandes prises de conscience et pas que sur le plan communal mais national. Nous allons travailler sur ces délais préalables et je propose de retirer temporairement cette délibération.

**2021 - 118 ACCUEIL CLASSE UEEA
CONVENTION AVEC L'ADAPEIAM**

Madame Murièle CHABERT

La scolarisation des enfants autistes est un objectif fixé par le plan national autisme. Le public des élèves avec trouble du spectre autistique (TSA) est hétérogène. Il faut ainsi prévoir des formes d'accueil variées. A côté de la scolarisation en classe ordinaire, avec éventuellement l'aide d'un accompagnant ou de la scolarisation en ULIS, l'éventail des possibilités comporte aussi la scolarisation dans une classe travaillant en convention avec le secteur médico-social. Ce sont les Unités d'Enseignement UEEA. La ville a le souhait d'accueillir une telle unité. Ce dispositif accueillerait de 7 à 10 enfants. Ces enfants disposent d'un diagnostic d'autisme n'ayant pas acquis suffisamment d'autonomie, de langage, et/ou qui présentent à un moment de leur parcours des difficultés substantielles dans leurs relations sociales, de communication et de centres d'intérêts. Cette unité serait accueillie au sein de l'école Henri Wallon dans deux salles situées dans un bâtiment localisé à l'école élémentaire et l'école maternelle, ceci sur l'ensemble des temps du calendrier scolaire. 4 salariés y travailleront à temps plein (2 de l'ADAPEI et 2 de l'éducation nationale). L'ADAPEI prendra en charge les fluides et le réaménagement des salles. Je vous demande de bien vouloir approuver la signature de la convention avec l'ADAPEIAM pour la mise à disposition de salles au sein de l'école Henri Wallon du Plan de Grasse.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 119 TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE
TARIFS 2022**

Madame Murièle CHABERT

Les tarifs maximaux et les tarifs appliqués de la taxe locale sur la publicité extérieure sont relevés chaque année, « dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année ». Ainsi pour l'exercice 2022, le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE sera de + 0,0 % (source Insee). Les tarifs sont donc maintenus à l'identique. L'article L. 2333-9 du CGCT fixe les tarifs maximaux de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ainsi que les coefficients multiplicateurs applicables aux différents supports en fonction de leur superficie, avec une distinction supplémentaire pour les publicités et les préenseignes, dont l'affichage se fait par un procédé numérique ou non numérique.

Je vous demande de bien vouloir approuver la grille des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure.

Dispositifs	Superficies	Tarifs 2021 (par m ²)	Tarifs 2022 (par m ²)
Publicités et Préenseignes	Non numériques <= 50 m ² > 50 m ²	Non numériques 21,40 € 42,80 €	Non numériques 21,40 € 42,80 €
	Numériques <= 50 m ² > 50 m ²	Numériques 64,20 € 128,40 €	Numériques 64,20 € 128,40 €
Enseignes	<= 7 m ²	Exonération	Exonération
	<= 12 m ²	21,40 €	21,40 €
	<= 50 m ²	42,80 €	42,80 €
	> 50 m ²	85,60 €	85,60 €

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 120

**TRAVERSE ROURE – REQUALIFICATION
PARTICIPATION EXPRESSIONS PARFUMÉES**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et la ville de Grasse ont réalisé l'aménagement d'un jardin et de son pigeonnier avenue Pierre Sémard, à proximité immédiate de l'ancienne usine Roure, ainsi que la réhabilitation de la traverse « Ernest Roure » qui longe ce jardin, afin d'embellir et rendre cohérent cet ensemble. Ceci permettra au public de profiter d'un magnifique jardin en centre-ville. La communauté d'agglomération a délibéré en date du 1er avril 2021 afin de dénommer ce jardin « Jardin Roure » en hommage à la mémoire de ce site industriel emblématique de la parfumerie grasseoise et des nombreux grassois qui y ont travaillé. Eu égard à la mémoire de ce site emblématique de l'essor de la parfumerie grasseoise qui se rattache à l'histoire de la société Givaudan, Expressions Parfumées, filiale du groupe, a fait part de son intérêt pour participer à la rénovation de la traverse Roure. Les travaux consistent à réaliser la reprise des marches et de leur seuil, reprendre une partie d'un mur de soutènement et rejoindre l'ensemble des murs bordant la traverse. Ces travaux sont réalisés conformément aux préconisations de l'architecte des bâtiments de France. S'agissant du domaine public de la ville, les travaux sont réalisés en maîtrise d'ouvrage par la ville pour un montant de 68 000 euros. Je vous demande de bien vouloir accepter la participation de la société Expressions Parfumées pour la requalification de la traverse Roure pour un montant forfaitaire de 10 000 euros.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 121

**ESPACES PUBLICS
REFECTION PARTIELLE DE L'ENROBE DU CHEMIN DE L'ORME
PARTICIPATION FINANCIERE**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Dans le cadre de son programme pluriannuel de réfection des chaussées des voies communales, la ville de Grasse avait planifié la réfection de l'enrobé du Chemin de l'Orme à moyen terme. La construction d'un collectif de 41 logements ayant sensiblement dégradé ce revêtement dans sa section comprise entre l'auto-école et les cycles oméga, la Ville souhaite avancer cette opération de réfection, tout en sollicitant une participation financière de la société Présence Riviera Conseil pour la réalisation de ces travaux à hauteur de 27 % soit : 7 235.80 T.T.C. Ils seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage la Direction de la Voirie, Réseaux et Domaine public de la ville de Grasse. Une convention, ayant pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération conjointe sera menée, doit à présent être signée entre la ville de Grasse et la société Présence Riviera Conseil.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 122 ESPACES PUBLICS
STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE – GRATUITE EXCEPTIONNELLE
PENDANT LA PREMIERE PERIODE DE CONFINEMENT DE 2020**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2018 qui fixe les montants du forfait de stationnement, le zonage et la tarification,

Vu l'arrêté municipal permanent n° 12 P/2018 définissant les zones de paiement et leurs tarifs,

Le 16 mars 2020, le président de la République a annoncé le confinement de tous les Français à compter du 17 mars 2020 et pour une durée de 15 jours minimum. Il était de fait interdit de se déplacer à l'exception de cas dérogatoires spécifiques. Il y avait lieu de favoriser le télétravail afin de limiter la propagation du virus et par conséquent de maintenir les travailleurs grassois à leur domicile. La ville a mis en œuvre une gratuité totale du stationnement sur voirie en centre-ville pour tous les usagers et ce pendant toute la période de confinement, à savoir du mardi 17 mars 2020 au dimanche 10 mai 2020. Je vous demande de bien vouloir approuver la gratuité exceptionnelle du stationnement sur voirie en centre-ville pendant la première période de confinement, du mardi 17 mars 2020 au dimanche 10 mai 2020.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 123 STATIONNEMENT – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DES SERVICES RESSOURCES ET TECHNIQUES DE LA VILLE DE GRASSE
AU PROFIT DE LA REGIE DES PARKINGS GRASSOIS**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Le présent rapport a pour objet de mettre à jour la convention de mise à disposition des services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois, en y intégrant la gestion par les agents de la Police Municipale des procédures de mise en épave de voitures. Il convient aujourd'hui d'inclure dans ces mises à disposition, la gestion par les agents de la Police municipale des procédures de mise en épave de voitures dans les parcs de stationnement administrés par la Régie des Parkings Grassois. Il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de mise à disposition des services ressources et techniques de la ville de Grasse au profit de la Régie des Parkings Grassois.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 124

**COVID - CASINO DE GRASSE
EXONERATION REDEVANCE**

Madame Marie-Madeleine GUALLINO

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,
Vu le contrat d'occupation du domaine public des locaux du casino entre la Commune de Grasse et la S.A du Casino Victoria en date du 20 juillet 2011,
Vu la délibération en date du 23 mars 2021 concernant l'exonération de la redevance prévue au contrat d'occupation du domaine public du 28 novembre 2020 au 31 mars 2021 pour un montant de 32 038,90 euros,
Les casinos ont pu procéder à leur réouverture au public à compter du 19 mai 2021. Il est de l'intérêt de la commune d'aider ce délégataire à faire face à la perte économique supportée pendant la période d'urgence sanitaire et à limiter l'impact sur son activité économique. Je vous demande de bien vouloir approuver l'exonération de la redevance prévue au contrat d'occupation du domaine public du 1^{er} avril 2021 au 18 mai 2021 compris, pour un montant de 12 402,74 euros.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 125

**COVID - COMMERCES
EXONERATION DE LOYERS**

Madame Marie-Madeleine GUALLINO

Par délibération du conseil municipal en date du 8 décembre 2020, la Ville a accordé une remise gracieuse sur les loyers dus au prorata de la durée de fermeture administrative antérieurement à ladite délibération. A présent, tous les commerces ont pu procéder à leur réouverture au public selon leur activité à compter du 19 mai 2021 ou au 9 juin 2021. La ville de Grasse souhaitant accompagner les acteurs économiques occupant un local municipal ayant dû interrompre leur activité lors des périodes de confinement liées au covid-19, il vous est demandé d'accorder une remise gracieuse sur les loyers dus pendant les périodes d'interdictions administratives de recevoir du public en fonction de la catégorie de commerce. Je vous demande de bien vouloir approuver les remises gracieuses de loyers aux commerçants occupant un local communal ayant fait l'objet d'une interdiction de recevoir du public selon leur activité jusqu'au 19 mai 2021 ou au 9 juin 2021 conformément aux textes précités pour la période strictement limitée à leur fermeture administrative.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 126 EXONERATION POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL
3ème CONFINEMENT 5 AVRIL AU 19 MAI 2021**

Madame Marie-Madeleine GUALLINO

La ville de Grasse ainsi que l'ensemble du territoire national et de la population mondiale connaissent un épisode épidémique inédit. Face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermetures d'activités économiques non essentielles. De ce fait, l'activité économique de tous les commerces dits non essentiels a dû être suspendue pour la 3^{ème} fois à compter du 5 avril 2021 et jusqu'au 18 mai 2021 inclus. De nombreux commerçants sont aujourd'hui dans la difficulté, la ville de Grasse se doit d'aider au maintien du commerce existant et au redémarrage de l'activité économique. Les commerces sédentaires et non sédentaires n'ont pu exploiter dans des conditions normales leur activité sur le domaine public communal. La situation financière de ces commerçants est particulièrement difficile et afin de soutenir le commerce et l'économie locale de la commune, je vous propose d'exonérer ces commerçants de la redevance d'occupation du domaine public pendant leur période de fermeture administrative et notamment pour ce deuxième confinement. Cette exonération porte sur la période courant du 5 avril 2021 et jusqu'au 18 mai 2021 inclus et fera l'objet d'une régularisation sur l'année 2021.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 127 FOIRES ET MARCHES
VENTE DE VERRES ECORESPONSABLES
AUX FLANERIES NOCTURNES**

Madame Anne-Marie DUVAL

Dans le cadre des flâneries nocturnes, une vente de verres écoresponsables sera proposée par le service énergie et développement durable et le service foires et marchés. Cette démarche s'inscrit dans une démarche écoresponsable afin de promouvoir les flâneries nocturnes et de limiter la consommation de matériaux jetables dont les plastiques. La tarification pour chaque verre est fixée à 1 euro et soumise à consigne. L'encaissement de cette recette sera prévu à la régie de recettes des Foires et Marchés, dont les actes seront modifiés en ce sens. Je vous demande de bien vouloir approuver la mise en place de cette vente de verre lors des flâneries nocturnes via la régie de recettes des Foires et Marchés et approuver le tarif d'un euro pour la vente de ces gobelets, soumis à consigne.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Je salue cette initiative du respect de l'environnement et je souhaite que nous puissions nous retrouver tous ensemble pour ces flâneries nocturnes qui auront lieu jeudi à 18h30.

**2021 - 128 DEMANDE DE SUBVENTION
PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FAMILLES
ET A LA PARENTALITE 6/11 ANS**

Monsieur Cyril DAUPHOUD

En 2013, le Comité Départemental d'Education pour la Santé (CODES) a sollicité la ville de Grasse pour mettre en place à titre expérimental, le programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (SFP) dans les quartiers prioritaires, à savoir Saint-Claude et les Fleurs de Grasse. Ce programme qui se déroule sur quatorze semaines auprès des familles, permet d'apporter des éléments concrets pour restaurer un climat familial apaisé. Une évaluation très positive des familles et des partenaires a pu être constatée, ce programme a été renouvelé chaque année permettant aux parents de favoriser la communication avec leurs enfants, à mieux formuler leurs attentes, à poser des limites dans le calme. Dans le cadre du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP), une subvention va être sollicitée auprès de la Caisse d'Allocations Familiales afin d'assurer une autre session en 2021. Le coût prévisionnel de l'action s'élèverait à 12 500 € et la demande de subvention serait auprès de la CAF de 3 700 €. Le solde du financement, soit 8 800 €, provient de la contribution volontaire en nature (mise à disposition du personnel, mise à disposition des locaux et du matériel par la ville de Grasse). Le Programme SFP sera coordonné et mis en place par le Service Jeunesse de la ville de Grasse, en partenariat avec le CODES, le Centre Social Harjès et l'association Art et Education. Je vous demande de bien vouloir solliciter les subventions de fonctionnement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre du Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP).

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 129 CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
ANNEE 2021**

Monsieur Cyril DAUPHOUD

Vu la délibération en date du 8 décembre 2015, où le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse. Ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire. L'ensemble des actions est consigné dans la convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales. Le co-financement des actions proposées et validées par la Caisse d'Allocations Familiales est d'environ 40 %. Après étude de l'ensemble des activités proposées par les différentes associations et des recettes versées par la CAF, un réajustement des montants à verser avait déjà été effectué en 2019 et 2020 dans une démarche concertée. Une délibération en date du 9 février 2021 a été votée afin d'acter le versement de 40% des montants prévisionnels 2021. Il conviendra de réajuster également les montants pour l'année 2021 lors du prochain conseil municipal en fonction de la baisse ou de la hausse des actions menées et en tenant compte de la crise sanitaire qui demande une réorganisation dans l'accueil des enfants au sein des centres de loisirs. Je vous propose de procéder au vote de 30 % des montants prévisionnels de 2021 soit 368 320 €.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 130 FORET COMMUNALE D'OPIO
ENTRETIEN DES FORETS PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

Monsieur Jean-Marc GARNIER

Au cours des dernières décennies, les forêts ont connu de nombreux incendies : en moyenne, elles brûlent tous les 30 ans. Ces forêts sont aujourd'hui placées sous l'autorité de l'Office National des Forêts qui a pour mission principale d'assurer une gestion multifonctionnelle des forêts publiques regroupant les forêts domaniales et les forêts des collectivités. La sylviculture pratiquée par l'ONF jusqu'à peu consistait à couper les pins maritimes dépérissant et les arbres incendiés. Aujourd'hui, les tailles sont essentiellement envisagées pour protéger les forêts contre l'incendie. Pour les forêts domaniales appartenant à la ville de Grasse, l'ONF envisage les opérations suivantes :

- « Taillis simple » pour 54,57 hectares se prêtant déjà à une sylviculture. Les essences resteront le chêne pubescent et le chêne vert ;
- « Attente » pour 41,81 hectares de peuplement très jeune poussant sur des sols dégradés. Aucune action ne sera programmée pour ces forêts au cours des 20 ans à venir.
- « Hors sylviculture avec interventions » pour 132,59 hectares. Cela regroupe à la fois les zones vouées à l'accueil, qui seront plutôt gérées « arbre par arbre » et d'autres, aux sols très dégradés, qui ne donneront jamais de forêt.
- « Ilot de sénescence » sur 3,39 hectares de peuplement relativement évolué mais difficile d'accès sur Opio.

Ce traitement sera fait en « mixte ». D'abord, l'ONF laissera à la fois les recrues (végétation en croissance) et les semis renouveler les peuplements. Ensuite, il sera autorisé à sélectionner, lors des coupes, les essences les plus rares et brins et taillis. Enfin, des arbres morts et dépérissant seront conservés pour la biodiversité. L'objectif est d'obtenir à terme une forêt plus variée et plus « irrégulière ». En raison de la fréquentation de la forêt, ces coupes seront menées par parcelles de moins de 0,5 hectares pour en atténuer l'impact visuel. Un recours à l'affouage est envisagé pour nettoyer le reste des branches. La forêt n'ayant pas été exploitée depuis longtemps, pour prévenir d'éventuelles réactions négatives vis-à-vis de ces coupes, l'ONF envisagera différents moyens pour sensibiliser les « locaux » et « visiteurs », aux enjeux de ces « régénérations ». Je vous demande de bien vouloir approuver l'état d'assiette des coupes de l'année 2021, présenté ci-après (l'année 2020 n'ayant pas fait l'objet de taille du fait de la crise sanitaire) et approuver la demande à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder à la désignation des coupes de l'état d'assiette.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 131

**SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES
CONVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS
DES BIBLIOTHEQUES CARCERALES**

Madame Dominique BOURRET

Le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse réalise tout au long de l'année des actions dites « hors les murs » avec des publics et dans des lieux diversifiés. La Maison d'arrêt de Grasse pour les majeurs et les mineurs mène régulièrement des actions partenariales avec le service Bibliothèque & Médiathèques de Grasse pour diverses actions. Il est nécessaire de renouveler les collections de la bibliothèque. Le service Bibliothèque & Médiathèques de la commune de Grasse souhaite continuer son action envers les détenus de la maison d'arrêt de Grasse dans le respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement en accompagnant cette démarche. Pour contribuer au développement de la bibliothèque de la maison d'arrêt de Grasse, le service Bibliothèque & Médiathèques apportera une aide technique et scientifique pour le choix des ouvrages à acquérir, l'Agence Régionale du Livre de PACA, la DTPJJ 06 et le SPIP 06 s'assureront du financement de ces acquisitions. Il convient d'acter les obligations de chaque partie dans une convention.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 132

**SERVICE BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES
PROJET CULTUREL, SCIENTIFIQUE, EDUCATIF ET SOCIAL
DU RESEAU DES BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUES DE GRASSE**

Madame Dominique BOURRET

Le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) est un document de politique publique par lequel une collectivité territoriale détermine les objectifs d'un établissement de lecture publique. C'est également une feuille de route sur 5 ans, réajustable, afin de déterminer les objectifs du service, les activités, l'évaluation de la qualité de celles-ci, les modalités d'organisation et de fonctionnement. Ce document a pour objectif :

- De poser un diagnostic sur les sites constituant le réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse,
- De proposer un plan d'actions ayant pour finalité d'améliorer l'harmonisation des structures ainsi que les offres proposées aux usagers.

Le projet du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse a été construit autour de 4 axes ayant pour objet de développer des actions concrètes qui viseront l'implication des acteurs locaux (institutionnels, associatifs, économiques) dans les sites du réseau :

- Axe numérique : sensibiliser la population à toutes les nouvelles technologies
- Axe écologique : sensibiliser la population à l'écologie et au développement durable
- Axe social : des lieux de vie et de rencontre pour tous
- Axe économique : identité et dynamisme local

Je vous demande de bien vouloir adopter le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (PCSES) du réseau des Bibliothèque & Médiathèques de Grasse pour la période 2021 – 2024.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 133 CONTRAT DE VILLE
RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Madame Dominique BOURRET

Le présent rapport a pour objet de présenter le projet de rapport annuel de la Politique de la Ville pour l'année 2020, en application du décret du 3 septembre 2015, qui impose aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de rédiger un rapport annuel sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville et de le présenter aux communes signataires pour consultation. Selon le Décret, le rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville se doit de rappeler les principales orientations du Contrat de ville, de présenter l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés au regard des objectifs énoncés par le Contrat de ville, de retracer les actions menées par la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la ville de Grasse au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires au cours de l'année 2020 et selon leurs compétences respectives au travers notamment de la programmation financière du Contrat de Ville, de déterminer les perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du Contrat de Ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention. Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport, joint en annexe, sur la mise en œuvre de la Politique de la Ville.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 134 CONTRAT DE VILLE PROGRAMMATION 2021
PILIER COHESION SOCIALE
PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN
SUBVENTIONS MUNICIPALES**

Madame Dominique BOURRET

La présente délibération a pour objet le financement d'actions relevant de la programmation 2021 du Contrat de Ville 2015-2022. Ces actions sont inscrites dans le cadre d'un projet global validé par l'ensemble des partenaires financeurs sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) et répondent aux objectifs définis dans les piliers Cohésion Sociale et Amélioration du Cadre de Vie. Les associations financées sont : Bras ouverts, Harpèges, Les Petits débrouillards, Loisirs Education Art, Soli-Cités, Les Compagnons Bâisseurs, Grasse à tous les Visages, Les Familles arc-en-ciel, Marguerite et Marguerote et d'une Rive à l'Autre. Le montant total des actions financées dans le cadre du Contrat de Ville s'élève à 1 579 414 € et les subventions de la ville de Grasse à : 116 436 €. Je vous demande de bien vouloir approuver le programme des 11 actions et les conditions de financement :

Association Bras Ouverts : Par l'insertion sociale et l'accès au droit des femmes, lutter contre la pauvreté et l'exclusion au sein des quartiers prioritaires de Grasse : 2 000 €

Harpèges : Ateliers sociolinguistiques Insertion Citoyenneté : 14 285 €
Harpèges : C.L.A.S. : 22 211 €
LEA : C.L.A.S : 6 040 €
Harpèges : Accompagnement social global et médiation : 22 900 €
D'une Rive à l'Autre : Créons ensemble un espace collaboratif et créatif des enfants et des parents : 6 000 €
Association Grasse à tous les visages : Soutien aux personnes vulnérables tout au long de la crise sanitaire : 1 500 €
Association Familles Arc-en-Ciel : Activités sportives et développement personnel en milieu naturel : 1 500 €
Les Petits Débrouillards : Cités débrouillardes à Grasse : 7 000 €
Association Marguerite et Marguerote : Lire et chanter c'est bon pour le quartier : 2 500 €
Soli-Cités : Amélioration du cadre de vie par le lien social : 23 000 €
Les Compagnons Bâisseurs : Au plus près des habitants des Fleurs de Grasse : 7 500 €

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame NUTINI sort de la salle et ne prend pas part au vote.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 135 SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2021

Madame Annie OGGERO-MAIRE

Je vous demande de bien vouloir autoriser le versement d'une subvention exceptionnelle à l'association « Les Véhicules Historiques du Tignet » à hauteur de 300 € pour l'organisation du défilé du 24 août à Grasse. Je vous demande de bien vouloir autoriser le versement d'une subvention exceptionnelle pour un montant de 300 €.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2021 - 136 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2021

Madame Annie OGGERO-MAIRE

Je vous demande de bien vouloir autoriser le versement des subventions de fonctionnement aux associations suivantes :

Association Crématiste de Grasse : 400 €

Anciens Combattants du Pays de Grasse et Amis : 700 €

Ecole Grassoise de Judo : 1820 €

Les Amis du Sanctuaire de Valcluse : 455 €

Associations des Officiers Honoraires de la Côte d'Azur : 160 €

Système Castafiore : 20 000€

Association Forum : 19 000 €

Agora FM : 4 550 €

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent : Madame CONESA ne prend pas part au vote.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2021 - 137 VIE ASSOCIATIVE
DEMANDE D'EXONERATION PARTIELLE DES LOCATIONS
DE LOCAUX COMMUNAUX PAR LES ASSOCIATIONS**

Madame Annie OGGERO-MAIRE

Par délibération en date du 29 septembre 2020 vous avez autorisé des remises gracieuses ou exonérations partielles du montant des locations de salles municipales mises à disposition aux associations pour la période allant du 16 mars au 18 mai 2020. Face à l'épidémie de COVID-19, le gouvernement a décidé des mesures exceptionnelles de confinement et de fermeture d'activités non essentielles. Il convient d'aider les associations affectées par cette fermeture des lieux mis à disposition, les associations n'ayant pu exercer leur activité dans les locaux et salles communales mises à leur disposition moyennant une participation financière. Aussi, je vous propose d'exonérer partiellement de leur location les associations occupant à titre onéreux des salles municipales pendant la durée de fermeture administrative desdits locaux. Cette gratuité sera appliquée sur les conventions à venir pour celles amenées à être renouvelées ou bien déduites des loyers en cours pour les conventions pluriannuelles.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Karine GIGODOT

Dans l'emprise des biens mis à disposition du Casino de Grasse se trouve une salle située au rez-de-chaussée du casino utilisée actuellement comme lieu de stockage, salle qui devait être mise à disposition dans le cadre du contrat de délégation de service public. Dans le cadre du projet Martelly, il paraît judicieux de localiser l'office de tourisme dans cette salle en raison de sa proximité avec les lieux de passage de la clientèle touristique et des lieux culturels, en raison également de sa proximité avec le Palais des Congrès. Pour cela il convient de retirer ces locaux de la convention d'occupation du domaine public. Ces locaux seront mis à disposition de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse dans le cadre de l'exercice de sa compétence tourisme. La redevance est de 85 000 euros révisée sur l'indice INSEE de la construction. Cette modification du contrat de délégation de service public n'est pas substantielle au regard des conditions fixées par l'article 36 – 5°. En effet, le périmètre de la concession n'est pas remis en cause. La modification de la redevance représente environ une perte de redevance de 120 000 euros jusqu'en 2027 fin de la concession, soit environ 9 % du montant total de la somme qui aurait dû être perçue au titre de la redevance. Je vous demande de bien vouloir approuver la modification du contrat de délégation de service public et la convention d'occupation du domaine public en ce que la salle et ses annexes situées au rez-de-chaussée du casino soient retirées de l'emprise des locaux mis à disposition et approuver la diminution de la redevance d'occupation du casino d'un montant de 10 000 euros, soit une nouvelle redevance de 75 000 euros sur laquelle portera la révision.

Monsieur le Maire

Merci pour le travail de négociation qu'il y a eu avec le casino. Merci également pour les travaux qui vont permettre à l'Office du Tourisme d'emménager au pied de ce Palais des Congrès.

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Jean-Pierre BICAIL

Il est malheureusement fréquemment constaté que des dépôts sauvages et des déversements de déchets de toute nature portent atteinte à la salubrité et à l'environnement. Les auteurs d'un dépôt sauvage de déchets sont passibles de poursuites pénales selon les articles R632-1, R 634-2, R. 644-2, R 635-8 et L 541-46 du code pénal. Il appartient au Maire, titulaire du pouvoir de police administrative spéciale de lutte contre les dépôts sauvages de déchets de condamner l'auteur des faits au paiement d'une amende administrative s'il ne procède pas à son élimination et de procéder à l'élimination des dépôts sauvages et des déchets aux frais du responsable par la consignation entre les mains du comptable public d'une somme correspondant aux mesures prescrites. Pour cela, il convient de fixer un forfait permettant de déterminer le montant de l'amende et du coût de l'enlèvement des dépôts sauvages de déchets aux frais du responsable lorsqu'il est opéré d'office dans les conditions précisées ci-dessus ;

Il est proposé de fixer le montant :

- De l'amende administrative à 200 €/m³ de déchets à enlever ;
- De la somme à consigner entre les mains du comptable public pour procéder à l'élimination d'office du dépôt sauvage à 300 €, correspondant à 4 heures de travail en prenant en compte l'ensemble des frais de main d'œuvre, de transport et de matériel exposés et du coût induit par

la désorganisation générée par l'intervention. Cette somme est majorée de 100% les week-ends et jours fériés et de 15 € par tranche de 100 litres de déchets éliminés.

Je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à ordonner aux agents municipaux assermentés de dresser les contraventions liées au non-respect des dispositions citées ci-dessus et les procès-verbaux constatant l'existence d'un dépôt sauvage de déchets, autoriser Monsieur le Maire à ordonner à l'encontre de toute personne responsable d'un dépôt sauvage de déchets le paiement d'une amende administrative d'un montant forfaitaire de 200 €/m³ de déchets, autoriser Monsieur le Maire à faire consigner par le comptable public la somme nécessaire pour procéder à l'élimination d'office des dépôts sauvages en cas de mise en demeure infructueuse, fixer le montant de la consignation à :

- Un forfait de 300 € correspondant à 4 heures de travail en prenant en compte l'ensemble des frais de main d'œuvre, de transport et de matériel exposés et du coût induit par la désorganisation générée par l'intervention.
- Une majoration de 100% les week-ends et jours fériés
- Une majoration de 15 € par tranche de 100 litres de déchets éliminés,

Et décider que ces mesures prendront effet à compter du 1^{er} juillet 2021 afin de garantir la diffusion de l'information auprès des administrés.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité. Merci Monsieur BICAIL de la mettre en œuvre dans ces délais contraints puisque cela commencera du 1^{er} juillet prochain.

2021 - 140 BATIMENTS COMMUNAUX – GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE MARCHÉ PUBLIC D'ENTRETIEN ET D'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGETIQUE DES INSTALLATIONS DU PAYS DE GRASSE, DE LA VILLE DE GRASSE ET DE LA VILLE DE PEYMEINADE DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES AD HOC

Il est proposé au conseil municipal de désigner un membre titulaire et un membre suppléant pour la commission d'appel d'offres (C.A.O.) ad hoc pour le marché public d'entretien et d'amélioration de la performance énergétique des installations climatiques du Pays de Grasse, de la ville de Grasse et de la ville de Peymeinade conformément à la convention constitutive dudit groupement de commandes. La convention susvisée prévoit la mise en place d'une commission d'appel d'offres ad hoc constituée d'un membre titulaire et un membre suppléant par membre du groupement de commandes, soit :

- 1 titulaire + 1 suppléant pour la CAPG
- 1 titulaire + 1 suppléant pour la VdG
- 1 titulaire + 1 suppléant pour la ville de Peymeinade

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est coordonnatrice du groupement et à ce titre la C.A.O. ad hoc sera présidée par son représentant. Considérant la nécessité d'élire parmi les membres de la C.A.O. de chaque membre dudit groupement de commandes ayant voix délibérative un représentant et son suppléant. Je vous demande de bien vouloir désigner Monsieur François ROUSTAN en tant que titulaire et Madame Valérie COPIN en tant que suppléante pour siéger au sein de la C.A.O. ad hoc.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Avant de conclure, je voudrais vous annoncer que Monsieur Frédéric GABERT va quitter ses fonctions en septembre prochain. Il est appelé à de hautes responsabilités puisqu'il devient le numéro deux de l'EPF PACA sur l'ensemble de la région sud. Il deviendra le patron de 90 collaborateurs EPF PACA, il secondera Claude BERTOLINO, la Directrice Générale de l'EPF PACA. Pour nous c'est un pincement au cœur car nous avons ces liens historiques dans les projets que nous nourrissons. Il nous faut travailler dès aujourd'hui sur une transition et une passation rapide pour le mois de septembre mais c'est aussi la satisfaction que nous devons avoir de voir quelqu'un évoluer, reconnu professionnellement car on n'accède pas à ces hautes responsabilités sans un certain nombre de qualités. Je voulais que nous puissions lui dire dans ce dernier conseil municipal ici à Grasse merci Frédéric GABERT.

Nous avons terminé l'ordre du Conseil Municipal, je vous souhaite à toutes et tous une excellente soirée. Merci.

La séance est levée à 19 h 15.